

***l'Anti*capitaliste**

n°541 | 29 octobre 2020 – 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



FAILLITE SANITAIRE

MESURES LIBERTICIDES

OFFENSIVE RACISTE

STOP!

Dossier

USA: UNE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AUX ENJEUX INÉDITS

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Islamogauchistes»?

Page 2

PREMIER PLAN

Bolivie: avec la victoire de Luis Arce, une page se tourne

Page 3



ACTU SOCIALE

Justice: fronde contre les conflits d'intérêts de Dupond-Moretti

Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Camille et Khadija, infirmières grévistes de la clinique psychiatrique du Parc à Nantes

Page 12



Par JULIEN SALINGUE

«Islamogauchistes»?

On en parle partout, et tout le monde en parle: le terme «islamo-gauchiste» a de nouveau envahi les écrans des chaînes d'info, les ondes des radios, les sites internet et les colonnes des journaux. Ceux qui l'emploient le manient comme une injure suprême et ne manquent pas de le faire avec arrogance, mais force est de constater qu'ils seraient bien en peine, si toutefois les journalistes leur posaient la question, de le définir.

Bien malin serait en effet celui qui pourrait donner un contenu précis à ce «concept», popularisé au début des années 2000 par Pierre-André Taguieff, qui s'en prenait alors aux mouvements altermondialiste et antiguerre. Des organisations musulmanes et des courants de gauche et d'extrême gauche, qui avaient pu se retrouver ensemble sur des tribunes ou dans des manifestations car ils partageaient des combats communs, se sont ainsi vu attribuer, malgré elles, une idéologie unique, dont on ne connaît ni les contours ni le contenu – et pour cause.

C'est précisément l'une des forces de ce «concept» pourtant creux: comme l'a expliqué le chercheur Samuel Hayat, «c'est justement parce que ce terme ne cesse de perdre en précision qu'il gagne en efficacité». Plus qu'à un outil d'analyse ou même de description du réel, on fait en effet face, avec «l'islamo-gauchisme», à une arme de disqualification massive, désormais utilisée contre toutes celles et tous ceux qui, à gauche, refusent le consensus raciste ambiant et «osent» revendiquer leur opposition à l'islamophobie.

Ironie tragique de l'histoire, les promoteurs du terme «islamo-gauchisme» ne semblent pas se rendre compte qu'il est construit exactement de la même façon que le «judéo-bolchévisme» du début du 20^e siècle, synthèse symbolique de l'antisémitisme et de l'anticommunisme brandie dans un premier temps par la réaction tsariste en Russie avant de faire son chemin en Europe occidentale, entre autres et notamment du côté de l'Allemagne nazie. À chacun ses filiations...

Les concepts creux sont parmi les plus difficiles à récuser dans la mesure où ils ne reposent sur aucune argumentation rationnelle et ne peuvent donc être rationnellement déconstruits. La meilleure réponse à apporter n'est pas de se défendre, mais de contre-attaquer et de faire encore un peu plus peur aux réactionnaires, avec une riposte commune unissant organisations syndicales et politiques, associations antiracistes et collectifs musulmans, pour combattre l'islamophobie, d'où qu'elle vienne, des sommets de l'État ou de l'extrême droite la plus rance.

À la Une

Faille sanitaire, mesures liberticides, offensive raciste, stop!

Depuis plusieurs jours, le sentiment de s'enfoncer, d'aller de pire en pire, s'installe: une «deuxième vague» virulente de la pandémie se développe; l'extension du couvre-feu à de nouveaux départements et le vote du prolongement de «l'état d'urgence sanitaire» sont les signes que le pouvoir n'a que l'autoritarisme comme politique de santé publique; une large campagne islamophobe menée par les politiques et largement relayée par les médias fait suite à l'horrible assassinat de Samuel Paty. Plus que jamais, il faut résister.

Face au Covid-19, un pouvoir incapable mais autoritaire

Il n'aura fallu que trois petits jours pour faire mentir Véran, le ministre de la Santé. Alors qu'il prédisait jeudi dernier la possibilité d'atteindre les 50 000 infections au Covid-19 dans deux semaines si rien n'était fait, le chiffre était atteint trois jours plus tard! Un bel aveu d'impuissance face à cette nouvelle vague pourtant prévue de longue date. Dans beaucoup d'hôpitaux, il n'y a déjà plus de lits de réanimation, les services dédiés à la gestion de la pandémie sont saturés, et les personnels fatigués. Qu'a fait ce gouvernement ces derniers mois, malgré les nombreuses alertes et le bilan catastrophique de la gestion de la «première vague» pour préparer les établissements de santé à cette nouvelle réplique, si ce n'est distribuer des dizaines de milliards aux seules entreprises? La situation actuelle dans les hôpitaux confirme que le «Séguir de la Santé» n'était qu'une arnaque: manque de postes, manque de lits, manque de matériel, manque de tout.

Ce que Macron, Castex, Véran et cie ont à nous proposer, ce n'est pas une politique cohérente s'appuyant sur des protocoles sanitaires stricts sur les lieux de vie, d'études et de travail, des moyens pour les hôpitaux et des protections gratuites (masques en particulier) pour l'ensemble de la population... mais la seule perspective de nouvelles formes de confinement pour ces prochaines semaines et

le prolongement de l'état d'urgence sanitaire pour ces quatre prochains mois. Après l'extension du couvre-feu, ce régime d'exception, marqué par une limitation des libertés et voté samedi dernier à l'Assemblée nationale, ne peut pas plus tenir lieu de réponse sanitaire. Mais que l'on se rassure, la «vie économique», c'est-à-dire la bonne marche de la machine à profits capitaliste, devrait de toute façon continuer...

Combattre la vague raciste et islamophobe

Dans le même temps, depuis l'horreur de Conflans-Sainte-Honorine,

pas un jour sans de nouvelles violences, symboliques ou concrètes, contre les musulmanes: dégradation de mosquées, agression armée contre des femmes voilées près de la tour Eiffel, appels au meurtre contre des militantEs de diverses organisations musulmanes – ou supposées telles, etc. Et à un niveau moindre, diverses organisations, personnalités et militantEs de gauche ont également été ciblées: tag «collabos» sur le siège du PCF, violentes campagnes contre les députéEs de La France insoumise, accusations odieuses proférées contre des journalistes comme Edwy Plenel ou Rokhaya Diallo,

menaces de mort contre des militantEs politiques et syndicaux, etc. Le gouvernement porte une lourde part de responsabilité dans ce déchaînement de violence et de haine racistes. D'un Gérard Darmanin jetant en pâture des millions de musulmanEs en établissant une continuité entre «rayons halal» et «séparatisme» à un Jean-Michel Blanquer s'en prenant aux «islamo-gauchistes» qui auraient «gagné» les universités avec «une vision du monde qui converge avec les intérêts des islamistes», les vanes sont grandes ouvertes. Les thèses des extrêmes droites sont ainsi banalisées et légitimées, et l'on est dès lors guère surpris que de plus en plus d'individus se sentent autorisés à injurier et menacer publiquement, voire à passer à l'acte. Les musulmans, particulièrement les musulmanes, sont de loin les premierEs viséEs, et les autorités, plutôt que de condamner ces agressions, préfèrent s'en prendre au CCIF dont le rôle est précisément de venir en aide aux victimes de l'islamophobie.

Alors que soufflent ces vents mauvais, dans une situation rendue compliquée par le rebond de la crise sanitaire, l'heure reste à la construction d'une riposte unie. Plus que jamais, notre camp social et ses organisations doivent se mobiliser pour défendre notre droit à vivre en bonne santé, nos libertés, et combattre le racisme, en particulier l'islamophobie. Ceux d'en haut font feu de tout bois, à nous de faire front.

DARMANIN AU SUPERMARCHÉ



«ISLAMO-GAUCHISME»

Quand une certaine «gauche» participe à la chasse aux sorcières

Depuis le meurtre atroce de Samuel Paty, les amalgames, le déchaînement raciste et la «chasse aux sorcières» sont de mise de la part des membres du gouvernement et des plus réactionnaires. On pouvait malheureusement s'y attendre mais ils ne sont pas seuls: une certaine «gauche» semble également avoir perdu la raison. De ce côté là-aussi, les digues se fissurent!

Il n'aura pas fallu longtemps après le meurtre horrible de Samuel Paty pour que la «gauche» se divise ouvertement sur son rapport à l'islam, à la République et à la laïcité. Cette division n'est évidemment pas nouvelle, mais aujourd'hui beaucoup de monde à «gauche» participe à la «chasse aux sorcières» orchestrée par le

gouvernement, la droite extrême et de nombreux pseudo-éditorialistes...

Valls superstar?

Les premiers à avoir ouvert les vannes sont ceux du Printemps républicain, mouvement créé par des proches de Valls et implanté à la fois au PS et à LREM. On a eu droit à un festival, pendant plusieurs

jours, avec Valls en «guest-star» sur toutes les chaînes d'infos ou presque, dénonçant ouvertement les «complicités» et la «capitulation» de certaines associations, organisations politiques et/ou organisations syndicales comme l'Unef, Sud-Éducation, le NPA, La France insoumise, la Ligue des droits de l'Homme...Selon le Printemps

républicain et Valls, ce seraient toutes ces organisations qui auraient armé le jeune terroriste. Mais Valls, parmi les anciens ministres de Hollande, n'a pas été le seul, et il a été rejoint par l'ancien Premier ministre Cazeneuve qui a dénoncé les «discours ambigus» et les «lâchetés de l'islamo-gauchisme». Discours repris par le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, qui en interne est entouré de membres du Printemps républicain, et dénonce particulièrement La France insoumise pour avoir participé, entre autres, à la Marche contre l'islamophobie du 10 novembre 2019. Côté Europe-Écologie-les Verts, Yannick Jadot après avoir cet été pris l'exemple du burkini pour dénoncer «l'islamisme radical», n'est pas en reste et implore la gauche «de se réveiller», demandant «fermeté et intransigeance contre les discours ambigus»

BIEN DIT

Le choix a été fait d'une concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif. En temps de paix, la République n'a jamais connu une telle restriction des libertés.

JEAN-MARIE BURGUBURU, président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH), lemonde.fr, 23 octobre 2020.

Un monde à changer

SOLIDARITÉ AVEC LES POLONAISES! Depuis près d'une semaine, des mobilisations massives, principalement de femmes, ont lieu en Pologne pour protester contre une nouvelle attaque contre le droit à l'avortement dans un pays à la législation déjà particulièrement restrictive. Nous reproduisons le communiqué d'Amnesty International publié le 26 octobre :

« Le 22 octobre 2020, un arrêt du Tribunal constitutionnel polonais a jugé l'avortement anticonstitutionnel en cas de "malformation grave et irréversible du fœtus ou de maladie incurable potentiellement mortelle pour le fœtus". Cet arrêt est très dangereux pour la santé et la vie des femmes. Il représente un retour en arrière pour les droits des femmes à des soins de santé sexuelle et reproductive.

Cet arrêt est le résultat d'une vague d'attaques systématiques et coordonnées menées par les législateurs polonais contre les droits fondamentaux des femmes. Il représente leur dernière tentative en date d'interdire l'avortement. L'interdiction de l'avortement par la loi ne réduit pas le nombre d'avortements, elle ne fait que nuire à la santé des femmes en les obligeant à y recourir clandestinement ou à aller à l'étranger pour accéder aux soins d'interruption de grossesse. Cette décision cruelle affecte toutes les

femmes, mais les femmes marginalisées qui n'ont pas les moyens financiers d'aller à l'étranger en pâtiront de façon disproportionnée. La Pologne est l'un des deux seuls pays membres de l'Union européenne n'autorisant pas l'avortement à la demande d'une femme ou pour des raisons socio-économiques au sens large. La législation polonaise prévoit que l'avortement n'est autorisé que pour protéger la vie ou la santé des femmes, ou quand la grossesse résulte d'un viol. Jusqu'à l'arrêt de ce jour, il était également légal en cas de "malformation grave et irréversible du fœtus ou de maladie incurable potentiellement mortelle pour le fœtus". Même dans les situations où l'avortement est légal, de multiples obstacles restreignent fortement l'accès à ces soins dans la pratique.

Le parti Droit et justice, au pouvoir, s'est de façon répétée orienté vers des restrictions toujours plus sévères des droits liés à la santé sexuelle et reproductive, y compris avec un projet de loi qui visait à interdire totalement l'avortement. Ces initiatives ont déclenché des mouvements massifs de protestation au sein de la population et ont été condamnées par des organes internationaux de défense des droits humains et des institutions européennes. »

Prenant appui sur les sondages émis avant l'élection, l'ensemble des journaux boliviens glosaient sur la possibilité d'un deuxième tour, estimant qu'au mieux Luis Arce obtiendrait 40 à 42% des voix, laissant la porte ouverte à la victoire de la droite, alors unie pour un second tour. Au Sénat, le parti de gauche obtient la majorité absolue mais pas celle des deux tiers (24 sièges) nécessaire pour appliquer intégralement son programme.

Un régime «transitoire» à bout de souffle

Le départ de Morales en 2019 était la conséquence logique des fortes émeutes de la droite et du ralliement de la police et des forces armées à cette campagne de déstabilisation. Le coup d'État a réussi sur la base de fausses informations propagées par l'OEA – Organisation des États américains – relayées et amplifiées par les médias. Si ce putsch civil a réussi, c'est aussi parce que les soutiens de Morales se sont peu mobilisés pour éviter son départ allant même pour certains, dont la COB – Centrale ouvrière bolivienne –, jusqu'à demander sa démission. Mais cela ne signifie pas que la majorité de la population souhaitait revenir aux sombres années néolibérales d'avant l'accession au pouvoir du MAS.

Or, suite au coup d'État, la présidente autoproclamée Jeanine Añez

BOLIVIE Avec la victoire de Luis Arce, une page se tourne

L'élection de Luis Arce, ancien ministre de l'Économie d'Evo Morales et candidat du MAS (Movimiento Al Socialismo), avec plus de 55% des voix, lors de l'élection présidentielle du 18 octobre en Bolivie est un évènement qui a surpris tous les commentateurs.

a clairement remis en cause non seulement les acquis sociaux de la période Morales mais a accentué le dépeçage du pays au profit des grandes compagnies minières et de l'agrobusiness. Elle a laissé les forces armées réprimer à tout va et faire la chasse aux militantEs de gauche, aux éluEs du MAS et donner libre cours à la violence raciste contre les peuples indigènes. Secouée par sa gestion de la pandémie du Covid-19, la présidente autoproclamée a été éclaboussée par un scandale de corruption à l'encontre de son ministre de la Santé, Marcelo Navajas, arrêté en mai 2020 pour avoir surfacturé l'achat de respirateurs. À partir du mois d'août, le pays a été secoué par une multitude de mobilisations, portées par la COB et les organisations indigènes, réclamant la tenue rapide d'élections, qu'Añez a régulièrement repoussées. Mais sous pression des mobilisations et du Parlement (dont la majorité est représentée par le MAS), le gouvernement a

signé une loi le 13 août fixant la date des élections au 18 octobre.

Et maintenant?

Après une lourde défaite, les règlements de comptes commencent dans le camp de la droite. Le journal très droitier *Pagina Siete* explique que la défaite de Carlos Mesa est avant tout le résultat d'une « déconjonction avec les classes populaires ». Quant au leader d'extrême droite, Fernando Camacho, candidat de Creemos et vainqueur dans le département de Santa Cruz, il s'exprimait avant tout comme un leader régionaliste, insistant sur l'exception de « son département », réveillant ainsi la tentation sécessionniste très puissante dans cette partie de la Bolivie.

Pendant ce temps, le nouveau président élu faisait sa première déclaration expliquant « vouloir gouverner pour tous les Boliviens », et « construire un gouvernement d'union nationale » en « réorientant le changement » et « dépassant les erreurs du mouvement vers le

socialisme ». Il remerciait aussi la communauté internationale qui a pourtant trainé dans la boue le MAS et Evo Morales.

Les attentes populaires sont massives et confirmées par l'ampleur du score du candidat du MAS. Mais la vigilance sera de mise en Bolivie car c'est le peuple bolivien qui a remis le MAS au pouvoir, pas les multinationales ni le patronat local.

Or, lors de la campagne, Luis Arce s'est engagé par exemple à augmenter fortement la production de lithium (la Bolivie est le principal producteur au monde) en partenariat avec les multinationales minières, confirmant sa volonté de maintenir et de renforcer la politique économique antérieure centrée sur l'extractivisme.

Plus que jamais, les mouvements sociaux, qui ont lutté pendant cette année noire contre la droite et le gouvernement d'Añez, devront être non seulement écoutés mais entendus.

Patrick Guillaudat

y compris dans sa propre organisation politique, visant ainsi entre autres Ester Benbassa.

Les digues sont fissurées

Tout comme les membres du gouvernement ou la droite extrême, le principal reproche et motif de la « chasse aux sorcières » dans la gauche actuelle est la participation à la Marche contre l'islamophobie de novembre 2019, où se sont retrouvés entre autres le NPA, La France insoumise, EÉLV, ATTAC, Solidaires ou la CGT. Voilà donc le problème pour une partie de la gauche : la lutte contre l'islamophobie, c'est-à-dire le combat contre les discriminations à l'encontre des musulmanEs en particulier. Désormais, certains brandissent, comme le font les plus réactionnaires, l'« islamogauchisme », pour accuser et disqualifier toutes celles et tous ceux qu'ils considèrent « complaisantEs » avec

l'intégrisme islamique car ils et elles refusent de participer à la stigmatisation de l'islam et des musulmanEs. Certains positionnements dans la gauche consistent donc à faire passer pour complices du terrorisme de façon plus ou moins claire des organisations syndicales, des partis politiques, des associations ou des journaux, reprenant ainsi l'idéologie et le vocabulaire de l'extrême droite et en ayant les mêmes cibles. Dans cette période, la position de certains, en particulier au PS, peut en outre être de l'ordre de la tactique politicienne... à l'approche de la présidentielle.

Pour le NPA, face aux semeurs de haine qu'ils soient de droite, d'extrême droite ou prétendument de gauche, il y a urgence à ce qu'une riposte unitaire voit le jour pour combattre l'islamophobie, les amalgames qui se multiplient ces derniers jours. **Joséphine Simplon**

LA CHASSE AUX ISLAMO-GAUCHISTES



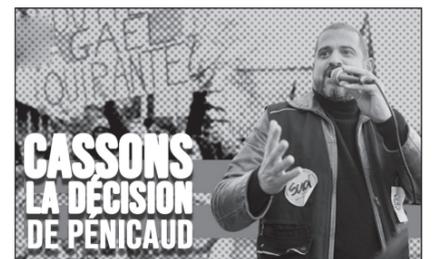
Le chiffre 3,3 milliards

D'après un rapport d'Oxfam publié le 27 octobre, les émissions de gaz à effet de serre issues des activités de financement et d'investissement des six principales banques françaises – BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, BPCE, Crédit Mutuel et la Banque Postale – atteignent 3,3 milliards de tonnes équivalent CO₂ par an. Ces six banques françaises ont donc une empreinte carbone qui représente près de huit fois les émissions de gaz à effet de serre de la France entière.



Agenda

Jeudi 5 novembre, manifestation pour la réintégration de Gaël Quirante, Cergy (95). À 9h, RER Cergy préfecture en direction du tribunal de Cergy (voir article page 9).



Mardi 17 novembre, Procès de Victor et Roga: délibéré le 17 novembre

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

Vous, les islamo-gauchistes, vous êtes les munichois de notre époque. L'histoire vous jugera.

BRICE COUTURIER («journaliste»), Twitter, 26 octobre 2020.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SANTÉ

40 000 exclus des augmentations salariales

Chaque semaine qui passe révèle la véritable nature du « Ségur » signé par des organisations syndicales bien pressées d'arrêter une mobilisation d'ampleur à l'hôpital public.

La dernière sérieuse entourloupe du ministère via les négociations du « Ségur » est un véritable coup de poignard dans le dos pour tous les salariéEs du médico-social et une atteinte à l'égalité salariale dans la fonction publique hospitalière. Le médico-social rattaché à un hôpital public, le plus souvent un établissement public de santé mentale, et le médico-social relevant de la fonction publique hospitalière sont visés par le ministère. Cela représente plus de 40 000 agentEs.

Le ministère de la Santé et Olivier Véran ont décidé, dans un décret paru au *Journal officiel* le 19 septembre, d'exclure tous les agentEs du médico-social public du bénéfice du complément de traitement indiciaire de 183 euros arrachés par la mobilisation des hospitalierEs et qui devait être perçu en octobre pour partie, le reste en mars 2021.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Discrimination salariale

Le ministre, avec le « Ségur », a donc ouvert une nouvelle modalité dans le management des agentEs : la discrimination ! Jusqu'à présent, c'est l'égalité de traitement qui prévalait dans la fonction publique hospitalière, quel que soit le lieu d'exercice. Olivier Véran inaugure un salaire en fonction de l'endroit où intervient le fonctionnaire. C'est un message d'une extrême brutalité adressé au médico-social comme à toutes les salariéEs des hôpitaux publics. Il faut savoir qu'une grande partie de ces agentEs sont titulaires de la fonction publique hospitalière et salariéEs d'un établissement public. Le passage au médico-social de certaines Maisons d'accueil spécialisée (MAS) et autres services (Caarud, Samsah...) a été acté par les directions des établissements dans le passé sans pour autant que les agentEs perdent leur statut de fonctionnaire de la fonction publique. Exercer dans ces services du médico-social, des infirmierEs, aide-soignantEs, aides médico-psychologiques, éducateurs, agentEs de service, agentEs techniques... Toutes et tous fonctionnaires avec les mêmes devoirs et les mêmes droits que leur collègues des hôpitaux, avec jusqu'à aujourd'hui les mêmes grilles salariales.

Demain, à qui le tour ?

Cette décision brutale du ministère a été vécue comme un véritable camouflet par ces salariéEs. Mais passé le dégoût, la tristesse et le découragement, les agentEs du médico-social ont relevé la tête depuis quelques jours et beaucoup veulent se battre contre la décision du ministre.

Leur revendication est simple : une même fonction publique, un même établissement, un même salaire ! C'est ce que l'on a vu fleurir partout dans les slogans et sur les banderoles des médico-sociaux en lutte. Nous sommes tous et toutes concernéEs. Cette affaire est un test pour le ministère : aujourd'hui ce sont les médico-sociaux ; demain à qui le tour du salaire dépendant du poste occupé ?

Plusieurs établissements du médico-social rattachés à un hôpital et des établissements du médico-social de service public sont désormais mobilisés. Ces dernières semaines les salariéEs en grève ont manifesté dans des villes comme Rennes, Dieppe, Caen, Évreux, Gournemelen, Marseille, Libourne... une vraie traînée de poudre. La mobilisation relayée essentiellement par la CGT et SUD doit maintenant s'amplifier, se coordonner dans l'unité de tous les salariéEs du secteur public de santé : il faut aller vers des mobilisations unitaires régionales pour converger au niveau national.

CorrespondantEs

ÉDUCATION NATIONALE

Après l'assassinat de Samuel Paty, « sois libre et tais-toi »

C'est une drôle de rentrée qui se prépare dans les écoles, collèges et lycées. Alors que le déni sur la situation sanitaire se poursuit, le meurtre odieux de Samuel Paty occupe le premier plan. Et au nom de la liberté d'expression, l'urgence de Blanquer, c'est de cadrer le plus strictement possible les pratiques des profs.

Le ministre a commencé à préciser les modalités de la journée de rentrée, qui sera donc bien largement, voire totalement, consacrée à un retour sur l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine. Il y aura trois temps : d'abord un temps de concertation au sein de l'équipe enseignante, puis un débat en classe avec les élèves autour de la liberté d'expression, et enfin une minute de silence suivie de la lecture de la lettre de Jean Jaurès aux institutrices et instituteurs.

Ce premier temps banalisé, s'il permet réellement une discussion entre collègues, pour confronter les ressentis, les analyses et les attentes, est plutôt bienvenu. Mais outre qu'il est indispensable qu'il soit étendu au premier degré, ce qui n'est pour l'instant pas prévu, il ne faudrait pas qu'il serve en fait à la hiérarchie pour dérouler des instructions très précises et contraignantes sur la manière dont chaque enseignantE devra organiser cette journée avec ses élèves. Tout est à craindre en effet de ce gouvernement et de ce ministre passé maître dans l'art de l'antiphrase : quand il dit « confiance », il institue la suspicion généralisée contre les enseignantEs. Et quand il prétend défendre la liberté pédagogique, c'est pour chasser les mauvais petits soldats de la laïcité,



WIKIMEDIA COMMONS

celles et ceux qui en refusant de céder à l'islamophobie ambiante, se rendent coupables, au mieux de « lâcheté », au pire de « trahison ».

Rhétorique guerrière pour mieux diviser

Il est d'ailleurs frappant de voir comme ce vocabulaire militaire s'est imposé dans un débat qui concerne l'école. C'est le cas notamment avec l'expression « hussards noirs », un vocable poussiéreux et détestable qui assimile l'enseignantE au soldat se battant pour sa patrie. N'oublions pas que l'héritage des « hussards »,

de l'école de la troisième république, c'est aussi d'avoir préparé toute une génération à se faire tuer dans les tranchées de la Première Guerre mondiale, au nom d'une idéologie nationaliste mortifère.

Il est donc tout à fait paradoxal qu'au moment où se déploie ce discours sur une éducation nationale « en guerre », on invoque la figure de Jean Jaurès, connu pour son engagement pacifiste. Et au-delà de cette récupération scandaleuse, l'école ne mérite-t-elle pas mieux que des références datant de plus d'un siècle ?

Contre tous les éditorialistes réactionnaires qui voient dans l'émotion légitime autour du meurtre de Samuel Paty, l'occasion de défendre leur vision passéiste de l'éducation, il faut continuer à défendre un projet d'émancipation des jeunes. Faire vivre la liberté d'expression et la liberté pédagogique, en ne rentrant pas dans le jeu de ceux qui veulent utiliser les caricatures de *Charlie Hebdo* comme une provocation, une revanche contre des élèves jugés responsables.

Faire vivre la liberté d'expression, c'est aussi affirmer qu'elle concerne d'abord les élèves, et que quels que soient les écarts de langages, les questions maladroites ou les hésitations qui apparaîtront le lundi 2 novembre, la dénonciation auprès des autorités de l'éducation nationale n'est pas une solution.

Blanquer et son idéologie guerrière : pouvelle !

Blanquer entend faire la guerre, non seulement à l'« islamisme », mais à toutes celles et ceux qui ne partagent pas sa vision islamophobe de la laïcité, à celles et ceux qui luttent pour l'émancipation, contre toutes les formes d'oppression, celles et ceux qui se reconnaissent dans le concept d'intersectionnalité. Cette guerre n'est pas celle des profs. Il s'agit non seulement de ne pas rentrer dans ce jeu, mais aussi de dire enfin « stop » à un ministre qui puise son idéologie dans la fange de l'extrême droite.

Raphaël Alberto

ISLAMOPHOBIE La cuisine nauséabonde de Gérald Darmanin

« Moi, je ne suis pas de la droite conservatrice. Les débats identitaires sont nauséabonds. Le religieux hystérise notre vie politique. Notre identité, c'est la République, point. » Ainsi s'exprimait, en janvier 2016, un certain Gérald Darmanin, justifiant alors sa décision de quitter la direction nationale des Républicains.



DR

derniers jours nombre de propos qui n'ont rien à envier aux abjections de l'extrême droite. Et au-delà des mots, les premières décisions prises par le ministre de l'Intérieur vont elles aussi dans le sens d'une radicalisation islamophobe : proposition de dissolution d'associations comme le CCCIF, perquisition dans des mosquées et chez des imams qui, de l'aveu de Darmanin lui-même, ne sont « pas forcément en lien avec l'enquête » mais à qui il s'agit de « faire passer un message », etc. Sur BFM-TV, Darmanin a d'ailleurs expliqué que

« le rôle de la police est d'intimider ceux qui veulent nous intimider. » Tout simplement.

« Avec nous, ou avec les terroristes »

Darmanin s'en est également pris nommément à Sud-Éducation, puis à Edwy Plenel et à *Mediapart*, accusés de « lâcheté intellectuelle » : « Ils sont aussi "responsables" de cette ambiance, de cette température qui permet à des individus de passer à l'acte en excusant tout. » Comprendre, au vu du contexte : Edwy Plenel,

et quelques autres, sont objectivement complices des jihadistes. Un « argument » pas si nouveau, mais qui, balancé à une heure de grande écoute par le ministre de l'Intérieur, lequel avait par ailleurs, quelques jours auparavant, traité les députés LFI d'« islamo-gauchistes », fait immanquablement penser à la vision du monde de George W. Bush : « Avec nous, ou avec les terroristes ». Loin d'aller à l'encontre du déchaînement de haine islamophobe en cours, Darmanin, à l'instar de ses amis du gouvernement, y contribue, en pratiquant l'amalgame entre musulmanEs, intégristes et terroristes, et en menant une offensive plus globale contre toutes celles et tous ceux qui refuseraient d'entrer dans leur moule « républicain », au risque de renforcer les fractures sur lesquelles prospèrent les fauteurs de haine et les idéologies ultra-réactionnaires, et donc de favoriser les attentats et autres violences de demain. Face à ces apprentis sorciers, notre émotion et notre colère doivent s'accompagner d'une exigence de plus de solidarités, d'égalité et de justice sociale, ainsi que d'un refus de tous les amalgames.

Julien Salingue

ENTRETIEN « L'Azerbaïdjan n'aurait jamais fait la guerre actuelle sans le soutien d'Erdogan »

Rencontre avec **Salih Azad**, responsable du Centre démocratique kurde de Marseille.

Peux-tu nous présenter le Centre démocratique kurde de Marseille (CDK) ?

Le CDK est une association loi 1901 créée en 1990. Il se veut porte-parole de la communauté kurde qui compte de 8 000 à 10 000 personnes sur l'agglomération Marseille-Aix, originaires de Turquie mais aussi de Syrie et d'Irak.

Quelle analyse fais-tu non seulement du régime d'Erdogan en Turquie, mais aussi de la situation dans cette région du monde (Kurdistan, Haut Karabagh...)?

Cette partie du Moyen-Orient est stratégique pour l'Occident à cause des immenses réserves de pétrole et de gaz (en particulier le Kurdistan irakien et le Kurdistan iranien). Ces réserves énergétiques sont une des causes principales de l'occupation. Le régime d'Erdogan n'est qu'une continuation de la politique de l'État turc depuis son origine. La différence c'est qu'Erdogan ne craint pas de montrer sa politique répressive. La démocratie ne se « rétablira » pas avec son seul départ. Ce n'est pas une personne qui est en cause, mais un système. Un système basé sur la négation des droits, la déportation, la torture, les massacres (arméniens, kurdes, chypriotes grecs...).

L'Azerbaïdjan n'aurait jamais fait la guerre actuelle sans le soutien d'Erdogan. Il dit bien qu'il s'agit d'une nation et de deux États. Il y a volonté d'hégémonie sur l'Asie centrale pour le contrôle de l'oléoduc qui relie la mer Caspienne à la Méditerranée. Si le régime turc parvient à établir une frontière



WIKIMEDIA COMMONS

commune avec l'Azerbaïdjan, il aura accès à l'ensemble de la région pour en exploiter les richesses. Il priverait ainsi la Russie d'une réserve d'énergie et d'une arme stratégique.

Le régime turc apporte aussi un soutien militaire à l'Azerbaïdjan et des djihadistes syriens sont impliqués dans la guerre au Haut Karabagh.

Les Kurdes ont toujours dénoncé la complicité d'Erdogan avec Daesh, ils ont été en première ligne dans ce combat. La communauté internationale ferait bien de ne plus se contenter de discours à ce sujet... mais la Turquie fait partie de l'Otan !

Quels sont vos rapports avec la communauté arménienne, très importante à Marseille ?

Nous avons de très bons rapports avec le Conseil de coordination des Arméniens de France (CCAF), nous sommes solidaires de son combat

pour la reconnaissance du génocide et dans son combat actuel.

Les enclaves azéries en Arménie et arméniennes en Azerbaïdjan étaient, dès le début, des bombes à retardement entretenues par la Russie, on en voit aujourd'hui les conséquences.

À ce propos, le CDK de Marseille travaille à une initiative commune avec la communauté arménienne pour dénoncer les crimes du régime Erdogan.

Vous avez un ensemble de valeurs qui sont aussi les nôtres (socialisme, internationalisme, laïcité, féminisme), vous avez à diverses reprises rencontré Philippe Poutou ou Olivier Besancenot et avez participé à des meetings du NPA. Ces positions font-elles débat chez les Kurdes de Marseille ? Par ailleurs, la question d'un État kurde ne fait pas l'unanimité...

Débatte, c'est s'enrichir, mais ces valeurs, comme la question des

rapports avec les peuples voisins, sont assez largement partagées. Concernant l'État kurde, l'intérêt du peuple est prioritaire. Ne vaut-il pas mieux construire un système où tout le monde vit ensemble ? Nous sommes plutôt partisans d'une Union régionale entre Arabes, Turcs, Perses et Kurdes, d'où l'importance de la laïcité et bien sûr de l'égalité hommes-femmes, valeur très importante pour les Kurdes.

Est-ce utopique ? Certes, des guerres ont ravagé ces régions, mais l'Europe s'est déchirée entre Français, Anglais, Allemands... pendant des siècles, ça n'a pas empêché la construction européenne (sur des bases capitalistes contestables certes, mais...). Pour nous ce qui prime c'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'autodétermination, et pas forcément la fondation de multiples États indépendants. C'est ça aussi, être internationaliste.

Quelle position en ce qui concerne le PKK, toujours sur la liste des organisations terroristes ?

La Cour européenne de justice a jugé que le PKK ne saurait être considéré comme terroriste. Malgré ça l'UE sous la pression des États-Unis (et du régime turc, membre de l'Otan) continue à criminaliser ce parti qui se bat plus que tout autre contre l'islamo-fascisme de Daesh. Là encore on assiste au double langage de la communauté internationale qui ferme les yeux sur le régime Erdogan qui emploie des djihadistes, mais traite de terroriste l'organisation dont les militantes et militants donnent leur vie pour faire reculer, et souvent avec succès, les tueurs de Daesh.

Propos recueillis par Jean-Marie Battini

ALLEMAGNE

Épidémie et pénurie

Les gouvernants allemands se sont vantés haut et fort d'avoir mené, jusqu'ici, le pays à travers l'épidémie sans trop de dégâts. Des grands discours qui ne coûtent rien, contrairement aux mesures nécessaires pour parer à la deuxième vague. Alors que les chiffres commencent à dépasser ceux du printemps, le personnel soignant craint que ce succès printanier, déjà tout relatif, ne se reproduise pas dans les semaines et mois qui viennent...

Depuis une semaine, l'Allemagne enregistre des chiffres records de cas de Covid : 6 638 nouveaux cas enregistrés le 15 octobre, 7 830 le surlendemain, puis 11 287 le 22 octobre... Chiffres qui dépassent ceux du printemps où 6 294 cas avaient été enregistrés le 12 mars. Si le gouvernement tempère en pointant le nombre plus élevé de tests, l'évolution est évidente. La deuxième vague est là, et elle ne semble pas épargner le « bon élève » de la première phase de la pandémie.



DR

Manque de personnel

Partout, les gouvernements régionaux s'agitent en annonçant des ouvertures de lits. La politique de fermeture de lits a été moins violente en Allemagne qu'en France mais, déjà au printemps, le problème n'était pas le manque de lits, mais le manque criant de personnel. De ce côté, rien ! Au contraire, certains hôpitaux privés, saignés par l'annulation de lucratives opérations de chirurgie esthétique et autres, ont mis des salariéEs en chômage partiel, voire licencié. Les premiers touchés par les mesures autorisant une extension du temps de travail ont été les salariéEs « non-soignants » du secteur hospitalier.

Comme en France, la « solution » à la pénurie de personnel est trouvée : les agences régionales de santé peuvent désormais envoyer des soignantes « cas contact » au travail si elles sont asymptomatiques... ou tant qu'elles n'ont pas encore le résultat de leur test !

Énervement(s)

La colère face à cette situation s'exprime par endroits. À l'appel du syndicat Verdi, manutentionnaires, personnels du nettoyage, et autres « non-soignants » de l'hôpital de la Charité à Berlin ont fait grève pour leur intégration au « tarif » hospitalier. Et dans différents hôpitaux des centaines de personnes ont débrayé à l'occasion de négociations de branche des services publics. Une campagne de recrutement du gouvernement a également déclenché une vague d'indignation. Des vidéos se voulant « jeunes », humoristiques, dépeignaient le quotidien de soignants stagiaires... satisfaits de leur salaire de 1 000 euros, dont la seule tâche est de classer des dossiers, et qui prennent avec humour sexisme quotidien et harcèlement au travail. Dans la situation déjà tendue, plusieurs pétitions, dont la plus grande a récolté plus de 15 000 signatures, exigent du gouvernement de retirer la campagne.

Dima Rüger

BELGIQUE La deuxième vague libérale nous mène droit dans le mur

Nous y (re)voilà. La 2^e vague de l'épidémie était attendue pour cet automne. La politique libérale a largement amplifié le problème. Les centres de tests sont désormais saturés, nous en sommes déjà à plus de 4 000 personnes hospitalisées et près de 50 décès par jour.

Ajoutons à ça les mesures ultra-contraindantes – déjà à l'époque incomparablement plus que les mesures prises dans les entreprises – les zigzags des autorités et puis la propagande des anti-masques et autres complotistes : tout ça a joué à fond cet été pour décrédibiliser les consignes.

Le coup de grâce fut le signal envoyé par... le gouvernement et le Conseil national de sécurité du 23 septembre, avec l'assouplissement des mesures, notamment la réduction de la quarantaine à une semaine, dont la justification avouée était déjà la nécessité « économique » (patronale), alors que l'épidémie était répartie à la hausse. La paralysie des négociations gouvernementales due à la crise du régime politique belge a fait encore perdre trois précieuses semaines à un moment critique, alors que la rentrée des classes et le retour massif au travail commençaient à faire sentir pleinement leurs effets.

Cinq questions incontournables

Transparence ? La plupart des rapports des experts, qui servent



WIKIMEDIA COMMONS

à justifier les mesures décidées, sont confidentiels. On voudrait favoriser le complotisme qu'on ne ferait pas mieux.

Crédibilité ? N'en parlons pas : en mars encore De Block [alors ministre de la Santé] parlait d'une « petite grippe », et elle a pu néanmoins rester en poste jusque début octobre... Rationalité ? Efficacité ? En dépit des demandes de nombreux scientifiques, Sciensano [l'Institut scientifique de santé publique] refuse obstinément de collecter et de diffuser l'information sur la répartition de l'épidémie par catégorie socio-professionnelle, qui est pourtant un indicateur important d'une politique fine de gestion de l'épidémie.

De Croo [Premier ministre] et Vandenbroucke [vice-Premier ministre], qui veulent donner l'image des capitaines sur le bateau, ainsi que plusieurs virologues, nous ont asséné qu'il fallait prendre des mesures plus contraignantes parce que « les gens » n'avaient pas suffisamment respecté les mesures et gestes de protection.

Un relâchement venu d'en haut

Il existe probablement une part de comportements dangereux et non-respectueux qui se retrouve dans toutes les couches de la population, fruit pourri de décennies d'endoctrinement... libéral et de « loi du plus fort ». Mais en vérité, c'est le fondement même de la politique gouvernementale qui nous a menés de façon prévisible dans la situation actuelle : d'abord le déconfinement s'est fait alors que le nombre de cas n'était pas descendu suffisamment bas et que les capacités de tests n'étaient pas assez développées. Ensuite, la première reprise de mi-juillet à fin août a pu être freinée mais à nouveau avec un plancher de plus de 400 cas par jour au retour des congés et au moment d'entamer la rentrée scolaire et le retour généralisé au travail. Le système de tests a vu ses capacités réduites pendant l'été puis ré-augmentées trop tard, prouvant une fois encore l'incapacité court-termiste libérale à respecter le principe de précaution.

Le 3 novembre aura lieu l'élection présidentielle aux États-Unis, avec comme principaux concurrents le démocrate Joe Biden et le président sortant Donald Trump. Ce dernier est distancé dans les sondages mais la complexité du système électoral US, avec notamment l'élection indirecte du président, permet bien des «surprises». On se souviendra ainsi qu'en 2015 Hillary Clinton avait devancé Trump de près de trois millions de voix, ce qui n'avait pas empêché le candidat républicain de l'emporter largement au niveau des grands électeurs.

Inconnues supplémentaires cette année, avec la situation inédite créée par la crise sanitaire, qui a provoqué une extension de la demande (et de l'offre) de vote par correspondance, qui est désormais possible pour plus de 80% des électeurEs. À l'heure où nous écrivons, ce sont ainsi pas moins de 50 millions de personnes qui avaient déjà voté par voie postale, un chiffre considérable.

Première conséquence: un dépouillement qui va être beaucoup plus long, d'une durée inégale selon les États, avec des possibilités accrues de contestation, les bulletins postaux étant traditionnellement plus sujets à invalidation que les votes dans les bureaux. Qui plus est, ce sera pour de nombreux et nombreuses électeurEs une première, avec donc un risque accru d'erreurs et d'omissions.

Deuxième conséquence: une distorsion importante des résultats provisoires du 3 novembre, puisque l'ensemble des enquêtes indiquent que les électeurs démocrates auront (et ont déjà) beaucoup plus recours au vote par correspondance. Selon une étude publiée par Ipsos fin août, 50% des Démocrates envisageaient de voter par voie postale, contre 25% des Républicains. Il est donc probable que les premiers sondages «sortie des urnes» au soir du 3 novembre grossissent le trait en faveur de Trump et qu'un «rééquilibrage» s'opère progressivement au fur et à mesure que les votes par correspondance seront dépouillés.

Aucun résultat officiel ne pourra donc être proclamé au lendemain de l'élection, qui pourrait être feuilletonnée pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Une hypothèse à laquelle Trump s'est préparé, déclarant à plusieurs reprises que le résultat pourrait ne jamais être connu, insistant lourdement sur la potentielle «fraude» et refusant de déclarer explicitement qu'il reconnaîtrait les résultats définitifs. Avec le risque de plus en plus sérieux qu'il déclare sa victoire sur la base des chiffres provisoires des 3-4 novembre, et qu'il refuse de rendre le pouvoir ensuite...

J.S.



DONALD TRUMP, DU PRÉSIDENT AU MONARQUE

En quatre ans, Donald Trump a remodelé la politique étatsunienne, transformant la présidence en une monarchie virtuelle où lui, sa famille, ses hommes de main et ses courtisans dirigent la nation pour les riches tout en prétendant servir la classe ouvrière blanche.

Tump a voulu dominer les médias, a gouverné par le biais de décrets et a menti au public. Il a mené une guerre incessante contre les immigrés, séparant les familles et incarcérant les enfants, refusant l'entrée aux États-Unis aux demandeurEs d'asile. En même temps il a encouragé la droite nationaliste blanche. Ensuite, la pandémie du Covid-19 a conduit à une crise économique nationale tandis que des millions de personnes protestant contre le racisme et la brutalité policière ont ébranlé le pays. Aujourd'hui, Trump doit faire face à un soutien déclinant, à la désertion de certains de ses alliés et à une perte de crédibilité au sein de la population.

«Rendre sa grandeur à l'Amérique»

En 2015, le magnat de l'immobilier et de la construction et vedette de la télévision Donald J. Trump s'était porté candidat à la présidence des États-Unis en tant qu'«outsider», promettant qu'il «drainerait le marécage» à Washington et «rendrait sa grandeur à l'Amérique». Trump, qui a hérité de la fortune de son père, s'était tourné dans les années 1980 vers la construction d'immeubles de luxe, de terrains de golf et de casinos à Manhattan, puis en Floride et dans le monde. Une grande partie de ses revenus provenait de sa marque (son nom de famille) et de son émission de télévision «The Apprentice», qui a fait également connaître son nom. Dans ses affaires, il a collaboré avec la mafia, violé les lois du travail, discriminé les Noirs et souvent refusé de payer les sous-traitants.

Trump a toujours eu un intérêt pour la politique. En 1987, il a dépensé près de 100 000 dollars pour publier une annonce dans la presse appelant à une politique étrangère plus agressive. En 1989, il a dépensé 85 000 dollars pour une annonce d'une page entière appelant au rétablissement de la peine de mort pour cinq hommes et garçons noirs accusés d'avoir violé une femme à Central Park. Ils ont été disculpés, mais il a continué à les traiter de violeurs. Tout au long des années 1990 et 2000, Trump a joué avec la candidature à la présidence. Pendant un certain temps, il a rejoint le «Parti de la réforme», petit parti de droite, suggérant qu'il pourrait être son candidat à la présidence. En 2011, il a publié *Time to Get Tough: Making America #1 Again* (Il est temps d'être fort: refaire de l'Amérique le n°1) et en 2015 *Great Again*, des livres qui exposaient ses opinions politiques: politique étrangère agressive, opposition à l'immigration et mépris pour les médias. En 2016, Trump s'est présenté comme un étranger au monde politique, qui se dresse contre les élites, les banques et les entreprises mondialisées, les politiciens professionnels et les «fake news». Dans ses discours, il a promis de «protéger» les ÉtatsunienEs des immigrés mexicains, des terroristes musulmans et des concurrents chinois. Il a qualifié les immigrés mexicains de trafiquants de drogue, criminels et violeurs. Il a déclaré qu'il ramènerait des emplois US avec une taxe à la frontière et empêcherait les entreprises de déplacer leur siège à l'étranger pour éviter les taxes. Il a



annoncé le lancement d'un grand programme de travaux publics. Il a promis de ne pas toucher à la sécurité sociale, mais s'est opposé à l'Obamacare (la loi pour rendre plus abordable l'accès à la santé, votée sous Obama). Il s'est posé en champion de l'ordre public, jurant qu'il allait réprimer la violence dans les villes US. Enfin, il a déclaré qu'il ne s'engagerait pas dans des guerres étrangères et des changements de régime. Alors que Trump a perdu le vote populaire contre Hillary Clinton par près de trois millions de voix, il a remporté le Collège électoral avec 304 grands électeurs contre 227.

Trump au pouvoir

Une fois élu, Trump a commencé à communiquer directement avec sa base via Twitter, souvent plusieurs fois par jour. Il a utilisé son pouvoir de président pour prendre le contrôle du Parti républicain et a obtenu son soutien indéfectible en abaissant les impôts des riches de 35% à 21%, un transfert de milliards de dollars des travailleurEs vers les riches. Le Congrès étant divisé entre un Sénat républicain et une Chambre démocrate, Trump a gouverné par le biais de décrets et fut souvent en bataille avec les tribunaux. Il a limogé les

membres du cabinet et les assistants en désaccord avec certaines de ses décisions, a renvoyé cinq inspecteurs généraux de niveau ministériel et a limogé les chefs des agences de renseignement. Il a mis fin à l'autonomie du procureur général (ministre de la Justice) et en a fait son procureur personnel. Il a fustigé les chefs militaires et ridiculisé les soldats morts au combat en les traitant d'imbéciles et de perdants. Trump n'a pas réussi à faire revenir les emplois industriels mais, avant la crise du Covid, la croissance de l'économie américaine était rapide et le taux de chômage officiel baissa à 3,6%, soit le niveau le plus bas depuis 1969. Simultanément, les inégalités s'accroissaient et cela a continué avec le Covid (la richesse des milliardaires a augmenté de presque un tiers). Ses trois nominations de trois juges de droite à la Cour suprême changeront probablement la politique américaine pour les décennies à venir. Il a aussi désigné plus de 200 juges fédéraux de droite exauçant les souhaits du parti Républicain. Beaucoup ont essayé d'utiliser la loi pour mettre Trump au pas. Trump s'est vanté d'«attraper les femmes par la chatte» et 26 femmes l'ont accusé d'inconduite sexuelle,

DE BERNIE SANDERS À JOSEPH BIDEN

En 2016 et à nouveau en 2020, la gauche américaine au sens large espérait que Bernie Sanders serait élu, d'abord comme candidat du Parti démocrate, puis à la présidence. Mais Bernie s'est avéré trop radical pour beaucoup d'électeurs américains et pas assez fort pour battre l'establishment.

Pratiquement inconnu de la plupart des États-unienEs, le sénateur du Vermont, Bernie Sanders, un indépendant à la gauche du Parti démocrate, avait annoncé en 2015 qu'il se présentait à la présidence en tant que « socialiste démocratique » engagé dans la lutte contre la classe des milliardaires.

« Socialisme démocratique »

Il s'est battu sur une plateforme appelant à un « Medicare for All » (c'est-à-dire à une généralisation de l'accès à la santé), à une éducation gratuite dans les universités publiques, à un salaire minimum de 15 dollars de l'heure et à une augmentation des impôts des riches. Tout en se concentrant sur les programmes sociaux universels, il a également abordé les questions des NoirEs, des LatinEs, des LGBT et des femmes. Il a reconnu l'existence du changement climatique et a appelé à un virage vers les énergies renouvelables. Il a défini le « socialisme démocratique » comme étant apparenté au New Deal du président Franklin D. Roosevelt dans les années 1930 ou à la social-démocratie scandinave. Les positions de Sanders contrastaient fortement avec celles de Donald Trump et de ses rivaux du Parti démocrate. Sa campagne de 2016 a mobilisé beaucoup de gens, mais il a perdu contre Hillary



Clinton et l'establishment du parti. Cependant, dans la foulée, il y a eu quelques succès électoraux de la gauche démocrate et un renforcement de la gauche, dans et hors du Parti démocrate, avec notamment DSA (Socialistes démocratiques). En 2020, sur la même plateforme, Bernie semblait être un candidat fort dans un immense champ de 29 autres postulants démocrates, mais sa campagne était en fait plus faible qu'en 2016 et, comme précédemment, les sommets du Parti démocrate étaient déterminés à faire échouer sa candidature. Lorsque son rival Joe Biden a remporté la primaire de Caroline du Sud, les autres démocrates se sont unis derrière lui. Sanders, comme il l'avait promis depuis le début, a soutenu Biden qui a adopté des versions édulcorées

du programme de Bernie. Outre la force de l'establishment démocrate (qui peut toujours compter sur le soutien des appareils syndicaux et de beaucoup de dirigeants d'organisations de la communauté noire), l'échec de Bernie traduit également la faiblesse des luttes sociales aux États-Unis (malgré des exceptions limitées), ainsi que celle de la gauche (malgré un renforcement récent).

Biden, l'homme de l'establishment démocrate

Biden est un politicien de carrière de l'establishment démocrate qui a été élu au Sénat en 1973, en tant que libéral. À la fin des années 1970, pris dans la marée montante du conservatisme, il a commencé à tourner à droite, d'abord en s'opposant aux transferts d'élèves en bus

pour lutter contre la ségrégation scolaire. Au cours des deux décennies suivantes au Sénat, Biden a soutenu des réductions d'impôts pour les riches, des coupes dans la protection sociale pour les pauvres et des lois plus strictes sur la criminalité qui ont conduit à l'emprisonnement d'un nombre important de Noirs et d'Hispaniques.

L'élection du président Bill Clinton en 1993 a fourni à Biden un partenaire avec qui il avait une vision politique commune. Il a travaillé avec Clinton pour faire adopter l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui a entraîné la perte de nombreux emplois avec des droits syndicaux et bien rémunérés aux États-Unis. Pire encore, il a soutenu la loi Gramm-Leach-Bliley (GLBA) de 1999 qui a conduit à réduire les réglementations sur les institutions financières, un facteur important dans la grande récession économique de 2008. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont coïncidé avec la présidence de Biden de la commission des relations extérieures du Sénat. Biden s'est allié avec le président George W. Bush pour soutenir la guerre et l'invasion de l'Irak et a également soutenu l'adoption du Patriot Act qui a attaqué les libertés civiles des citoyenEs étatsuniens.

Le président Barack Obama a choisi Biden comme vice-président

et, pendant la récession de 2008, celui-ci a soutenu et géré son programme de relance inadéquat. Biden a également soutenu Obama lorsqu'il a rétabli les réductions d'impôts de Bush favorables aux riches qui ont privé le gouvernement fédéral de milliards de dollars de recettes. Sur une autre question, Biden a soutenu la politique d'immigration d'Obama basée sur la militarisation des frontières et les expulsions.

La majorité de la gauche US, y compris beaucoup de socialistes, votera pour Joseph Biden à la présidence pour briser l'emprise du gouvernement toujours plus autoritaire de Donald Trump. Certains voteront pour Howie Hawkins, l'ancien chauffeur de camion et socialiste affiché qui est le candidat du Parti vert, mais beaucoup craignent que les votes pour Hawkins favorisent Trump.

Compte tenu de son bilan, le vote de la gauche pour Biden dans cette élection vise uniquement à arrêter Trump. Biden reste Biden, même si la crise américaine pourrait le conduire à adopter des politiques plus progressistes – mais ceci seulement s'il y a un mouvement d'en bas. Il faudrait une énorme pression de la part des syndicats et des mouvements sociaux pour provoquer un réel changement.

Dan La Botz,
traduction Henri Wilno

EN PLEINE CAMPAGNE, LES MOBILISATIONS SOCIALES SE POURSUIVENT

Mobilisations sur les lieux de travail, mobilisations féministes et antiracistes : la fin du mandat de Donald Trump est agitée par divers mouvements sociaux d'ampleur.

Face à l'augmentation continue des morts du Covid, les travailleurEs « essentiels » se sont mobilisés dans divers endroits pour se protéger des risques qu'ils et elles sont invités à prendre par l'administration Trump et leurs propres employeurs.

SalariéEs en première ligne

La main-d'œuvre dans les maisons de retraite, les usines de transformation de viande ainsi que dans la production agricole est majoritairement composée de personnes racisées et d'immigrantEs. Ils et elles ont de bas salaires et ont peu d'avantages sociaux. Lorsqu'ils et elles sont représentés par des syndicats [du fait de la législation US, ceux-ci ne peuvent s'implanter dans toutes les entreprises NDLR], ils peuvent parfois recevoir une prime de risque et s'ils sont testés positifs pour le virus, ils peuvent recevoir un congé payé. Les chauffeurEs de bus, les enseignantEs, les infirmierEs et les postierEs ont des emplois mieux rémunérés et de meilleurs avantages sociaux ; ils et elles sont également plus susceptibles de faire partie d'un syndicat. Néanmoins, en tant que travailleurEs de première ligne, des centaines d'entre eux sont morts lors de la première vague de la pandémie.

Les chauffeurEs de bus et les infirmierEs ont été les premiers à organiser des piquets et à faire grève, exigeant des équipements

de protection et une réduction du nombre de passagerEs ou de patientEs dont ils étaient responsables. Craignant leurs conditions de travail dangereuses, les employéEs d'Amazon ont également organisé des piquets devant leurs entrepôts. Mais en raison de l'extrême hostilité de la direction à l'égard de toute mobilisation et de l'organisation syndicale, ces actions ont généralement abouti à des licenciements.

À la mi-mars, la plupart des districts scolaires sont passés aux cours en ligne. Les responsables de l'éducation ont pensé que la reprise des écoles se ferait, comme d'habitude, à l'automne. Les enseignantEs, parfaitement conscients de la situation (des salles de classe surpeuplées avec des fenêtrés qui ne s'ouvrent pas et un manque de matériel de nettoyage), pensent que cela n'est pas sûr du point de vue sanitaire. En organisant des défilés de voitures, en témoignant aux réunions des conseils scolaires, en installant des piquets et en organisant des conférences de presse, les enseignantEs et leurs syndicats ont forcé les conseils scolaires de deux des plus grands districts scolaires (Chicago et Los Angeles) à planifier des cours en ligne. Chaque conseil scolaire local négociant avec ses enseignantEs, le résultat est un mélange de cours en ligne et en direct. Cependant, une flambée d'épidémie peut forcer à la fermeture d'écoles, comme la

pause de deux semaines à laquelle la ville de Boston est actuellement confrontée.

Mobilisations féministes et antiracistes

Le 17 octobre, des milliers de femmes ont participé à la marche nationale des femmes à Washington, DC, tandis que des centaines d'autres ont manifesté à Boston, Chicago, Cleveland, Philadelphie et New York. Certaines se sont habillées en « servantes » du roman dystopique de Margaret Atwood *la Servante écarlate*. Le réseau qui s'est développé à partir de la première manifestation massive de femmes contre l'administration Trump en 2017 intègre les revendications de Black Lives Matter ainsi que les questions de justice reproductive et d'égalité des droits. Avec l'explosion des médias sociaux, des cas de brutalité policière, en particulier contre les NoirEs, les autres personnes racisées et les autochtones, sont désormais enregistrés sur les smartphones et partagés par des millions de personnes.

En mai 2020, le meurtre de George Floyd, par le policier de Minneapolis Derek Chauvin, était horrible à regarder. Chauvin a gardé son genou sur le cou de Floyd pendant que deux autres policiers le maintenaient à terre et qu'un quatrième montait la garde pour empêcher les passantEs d'interférer. Alors que Floyd a dit à plusieurs reprises « Je ne peux pas respirer », Chauvin,

la main nonchalamment dans sa poche, n'a pas bougé.

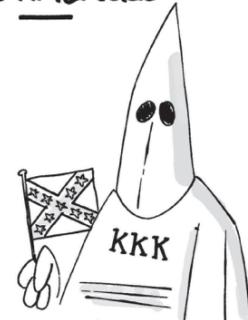
Les manifestations précédentes contre ces meurtres racistes avaient déjà fait sortir des milliers de personnes dans les villes du pays, mais leur composition était alors majoritairement noire avec une poignée d'activistes blancs et d'autres personnes racisées. À la fin du mois de mai, alors que le pays était toujours en proie à la pandémie, la vidéo de la mort de Floyd semblait appeler à un deuil national. Selon la presse, au cours des deux semaines suivantes, quelque 26 millions de personnes ont défilé. Les marches n'ont été planifiées par aucune organisation nationale mais annoncées par des militantEs locaux, ou même convoquées par des adolescentEs qui n'avaient jamais assisté à une manifestation. Des

marches et des défilés se sont déroulés partout, même dans les villes où il n'y avait pas de communauté noire. Plus de 95% de toutes les manifestations ont été non violentes, mais Trump a qualifié les participantEs d'émoultiers et de pillards.

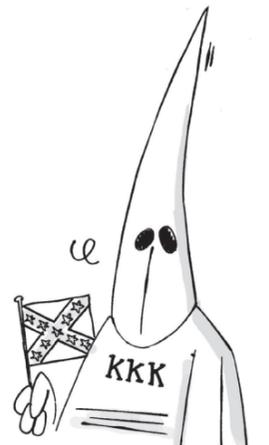
Alors que les militantEs de Black Lives Matter sont plus un réseau lâche lié par des objectifs communs qu'une organisation cherchant à créer des groupes dans chaque ville, l'idée que la vie des NoirEs compte est au cœur de toutes les manifestations. Malgré la façon dont l'administration Trump a pris le parti de la violence policière, un nombre croissant d'AméricainEs ont une meilleure compréhension du fonctionnement du racisme structurel et sont prêts à s'y opposer.

Dianne Feeley

TRUMP A RENDU
SA GRANDEUR
À L'AMÉRIQUE



AVANT



APRÈS

CHARMAG



mais il n'a pas été jugé. Pour acheter son silence, il a versé 130 000 dollars à Stormy Daniels avec qui il avait eu une liaison, provoquant un scandale mais pas des problèmes juridiques. La « Trump University », une école-bidon de formation dans l'immobilier, a été contrainte de payer 25 millions de dollars pour régler deux recours collectifs en 2016. Trump a été mis en accusation par la Chambre des représentants en 2019 pour avoir sollicité une ingérence étrangère en sa faveur lors des élections de 2020, mais a été acquitté par le Sénat en 2020. Jusqu'à présent, il a toujours échappé à la justice. Lorsque la pandémie de coronavirus est arrivée, bien que Trump ait été informé par des experts de la santé de la gravité de la maladie, il a caché la vérité au public, ignoré les recommandations de ces experts, vanté de faux remèdes et constamment déclaré publiquement que l'épidémie était sous contrôle et que le pays devait rouvrir ses entreprises et ses écoles. Trump n'a pas établi de politique nationale face à la pandémie, n'a pas réussi à mettre en place des tests rapides, la recherche des contacts et des procédures d'isolement et de quarantaine. Sa négligence a entraîné la mort de dizaines de milliers de personnes. Il a même organisé sans précaution un événement à la Maison Blanche qui entraîna non seulement sa propre contamination mais celle de sa femme et d'une partie de son entourage.

Pourtant, malgré tout cela, tout au long de sa présidence, Trump a gardé le ferme soutien d'environ 40% des électeurs US, bien que récemment, en raison de la pandémie, il ait commencé à perdre le soutien d'une partie de la classe capitaliste, de femmes blanches de banlieue, d'électeurs blancs de la classe ouvrière et de personnes âgées.

Dan La Botz,
traduction Henri Wilno

NOKIA LANNION

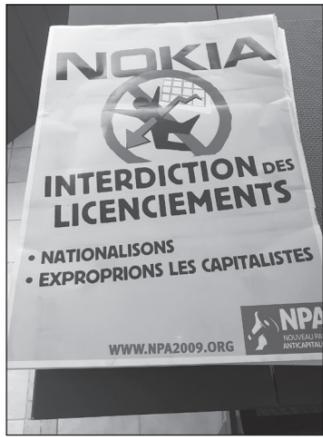
« Le compte n'y est pas »

Entretien. Nous avons rencontré **Yann Le Flanchec** de la CGT métallurgie, et délégué au CSE, que nous remercions d'avoir accepté cette interview sans préparation, à propos des plans de licenciements chez Nokia.

Yann, ce matin (26 octobre), peux-tu nous faire un bref compte rendu de la situation ?

Je dis que le compte n'y est pas après les annonces de la direction. Certes, le site de Lannion sauverait les meubles, le nombre de licenciés diminuant de 400 à 240. Mais il n'est même pas certain que les reclassements en cybersécurité soient réservés aux personnels présents sur le site. Et il y a quatre ans, au moment de la vente d'Alcatel à Nokia, les mêmes promesses nous avaient été faites... Si je calcule bien, les 28 millions de crédits puisés dans le plan de relance, on se demande ce qu'ils viennent faire là-dedans ! Ils permettront à eux seuls de payer, pour chaque poste conservé, 55 000 euros de salaires par an. Or Nokia n'a aucune difficulté financière. C'est le paradoxe, ou l'arnaque.

Si la cyber-sécurité est un enjeu il ne faut pas se contenter de promesses qui visent aussi à démobiliser en interne. Et à Lannion nous ne jouons pas notre peau contre Nozay [autre site menacé] qui est la grande perdante. Au final le nombre de licenciés restent autour des 1000 postes... Pour la CGT la mobilisation doit continuer.



Quelles sont les nouvelles du jour ?

Cet après-midi [lundi 26 octobre] la direction générale vient à Lannion, ce qu'elle refusait de faire depuis le début du conflit. Est-ce un signe favorable et va-t-elle avancer dans la présentation du projet ? ou une tactique pour isoler Nozay ?

Nous sommes évidemment très attentifs et vigilants. Nous continuons à travailler en intersyndicale à la mobilisation en rappelant que depuis des mois nous sommes isolés en télétravail. Ce qui complique les échanges et les conditions de la mobilisation. Nous avons envisagé de revenir travailler en présentiel mais les portes de la boîte sont restées fermées. Nous vivons une situation tendue. *Propos recueillis par notre correspondant*

JUSTICE Fronde contre les conflits d'intérêts de Dupond-Moretti

De la justice, et de son indépendance.

Les sourires étaient bien là même s'il ne faudra pas se réjouir trop tôt, c'est-à-dire avant de connaître le résultat final de la procédure : un ancien président de la République, Nicolas Sarkozy, a été mis en examen, vendredi 16 octobre, pour « association de malfaiteurs » (article 450-1 du Code pénal), en lien avec les financements libyens supposés de sa campagne électorale de 2007. C'est d'ailleurs sa quatrième mise en examen, déjà, mais sans doute la mise en cause la plus grave dont il fasse l'objet.

Nous en retiendrons provisoirement que l'appareil judiciaire « peut, quand il veut ». Oui, il peut s'affranchir, temporairement ou non, du poids des puissants – si Sarkozy est officiellement retiré de la vie politique, toujours est-il qu'il conseille sur plusieurs dossiers l'actuel président de la République, sans parler de son intervention dans les affaires du parti LR – pour instruire leurs affaires. On se rappelle cependant les décisions de justice contre Alain Juppé, condamné en première instance en 2004 de manière spectaculaire pour les emplois fictifs du RPR (le jugement du tribunal de Nanterre précisant qu'« Alain Juppé a trompé le peuple souverain »), mais « blanchi » en appel. Observons, donc, les suites qui seront données aux multiples dossiers dans lesquels se trouve impliqué Nicolas Sarkozy.

« Indépendance » ?

En attendant, de nouvelles menaces sur l'indépendance des juges par rapport aux influences des puissants du monde politique semblent s'accumuler à l'horizon. Elles sont liées, cette fois-ci, directement au nouveau ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti. Une fronde des magistrats monte,



WIKIMEDIA COMMONS

depuis la fin septembre, à son contre, dans la mesure où des poursuites judiciaires engagées par le ministre semblent mettre à mal leur indépendance statutairement garantie.

Certains reprochent à l'actuel Garde des Sceaux d'être resté trop proche de sa fonction antérieure d'avocat. C'est le cas du très réactionnaire Thibault de Montbrial, également avocat mais aussi « spécialiste » de questions liées à la sécurité intérieure et au terrorisme, diffusant des thèses très « sécuritaires » – avec leur déclinaison en matière de droit des étrangers, préconisant des expulsions plus ou moins massives – et qui a formulé de tels reproches contre Dupond-Moretti. Dans son esprit, ce dernier serait resté trop défenseur des justiciables, trop peu enclin à défendre « l'autorité » (un des termes fétiches de Me de Montbrial) puisqu'il

serait resté trop proche de ses clients antérieurs. Ce qui semble peu plausible dans la mesure où Dupond-Moretti, en tant qu'avocat, ne se plaçait pas tellement sur un terrain de défense par conviction (politique ou autre) qui fonderait une proximité avec ses clients ; il agissait bien plus par intérêt matériel et symbolique, sans conviction visible.

Certes, avocat, il affrontait souvent l'autorité des juges, mais sa conduite paraissait parfois critiquable dans la mesure où il rudoyait et déstabilisait souvent les victimes et/ou témoins dans le cadre d'un procès, ce que la défense n'est nullement obligée de faire, a fortiori lorsque la dignité de ces personnes risque d'être atteinte. Mais cela ne révélait pas une conception profonde vis-à-vis de l'organisation des pouvoirs, plutôt une simple manière de faire, sans scrupules, au service des intérêts qui lui étaient confiés. Anti-autoritaire, Dupond-Moretti semble d'autant moins l'être qu'il vient par exemple de proposer, début octobre, un « partenariat » entre la justice et l'armée française pour encadrer les jeunes délinquants.

Conflit d'intérêts

Le point essentiel, celui qui a remonté de nombreux et nombreuses magistrats contre le ministre, réside dans les poursuites disciplinaires lancées, au mois de septembre 2020, contre trois magistrats du Parquet national financier (PNF), sur injonction du ministre de la Justice. C'est cette décision qui a fait débrayer, le 24 septembre, plusieurs centaines de juges, créant d'ailleurs une certaine unanimité entre les trois syndicats de magistrats, de l'UNM (classée à droite) jusqu'au SM (ancré à gauche). Le problème vient du fait qu'Éric Dupond-Moretti, avant de devenir ministre, avait porté plainte contre ces trois magistrats pour avoir ordonné – en 2014 – la mise sur écoute de plusieurs avocats, dont lui-même. Il s'agissait, à l'époque, de détecter l'origine de la fuite de l'information selon laquelle Thierry Herzog, avocat de Nicolas Sarkozy, avait fait l'objet d'une interception de ses communications téléphoniques dans le désormais fameux dossier « Paul Bismuth », mais avait fini par en être averti. Or, Herzog était un ami personnel de Dupond-Moretti. D'où un sérieux risque de « conflit d'intérêts ».

L'association Anticor (lutte contre la corruption) ainsi qu'un militant écologiste ont déposé une plainte contre le ministre, pour « prise illégale d'intérêts », qui sera traitée par la Cour de justice de la République (CJR). Une condamnation judiciaire paraît improbable, mais il est important que le problème soit abordé publiquement.

Afin d'éteindre l'incendie qui s'était déclenché, le gouvernement a publié – samedi 24 octobre – un décret, enlevant au ministre de la Justice le pouvoir hiérarchique de conduire l'enquête lancée à l'encontre des trois membres du PNF pour la confier désormais au Premier ministre. Ce qui revient à écarter, dans les faits, Dupond-Moretti du dossier... mais à conférer à ce dernier de façon explicite un caractère éminemment politique.

Bertold du Ryon



l'Anticapitaliste la revue

Le n°119 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

POUR VOUS ABONNER,

remplissez le formulaire page 12.

TOULOUSE

Aux Izards, des femmes s'organisent

Rencontre dans le quartier des Izards, au local de l'association Izards Attitude, avec Yamina, coordinatrice de l'association, et Tayeb, du Tactikollectif.

Les Izards, c'est en quelque sorte un petit village de 5 500 habitants, et on aurait pu penser qu'une rénovation, entamée déjà depuis 2008, aurait pu changer la donne sur un territoire bien plus réduit

que d'autres quartiers de la ville. Mais comme l'explique Yamina, « avant, tout le monde se connaissait et maintenant, avec les démolitions d'immeubles, des départs et une population nouvelle, on ne connaît même plus ses voisins de palier [...] il n'y a plus de points de rencontre dans les immeubles, et la mise en place de digicodes écarte encore plus les personnes âgées et analphabètes de la vie de la cité car elles ont du mal à les utiliser ». Le tissu associatif s'est fortement réduit, notamment faute de subventions suffisantes. Et puis il y a eu la mort de Nabil, 18 ans, le 11 décembre

SANTÉ Grève des services de réanimation des hôpitaux lyonnais

Les personnels soignants des services de réanimation des Hospices civils de Lyon (HCL), deuxième CHU de France avec 14 établissements, se sont mis en grève lundi 19 octobre.

Les témoignages des personnels sont éloquentes : « On refuse de revivre le bricolage de la première vague » ; « Entre la première et la deuxième vague, rien n'a été préparé ! Depuis le confinement, on rattrape le retard lié aux premières déprogrammations » ; « Nous sommes sur les rotules avant même de démarrer cette seconde vague de Covid-19 » ; « On ne pourra pas sauver tout le monde. Il n'y aura pas assez de lits » ; « Non, M. Macron, ce n'est pas une question d'organisation mais de moyens »... Même les masques et les surblouses viennent à manquer : gardés 8 heures par jour, réutilisés de chambre en chambre... et les agents testés positifs au virus sont priés de continuer à travailler !

« Plus d'effectifs et de façon pérenne »

La CGT des Hospices civils de Lyon (HCL) a listé les revendications des agentEs des services de



DR

réanimation et de soins critiques. Entre autres :

– « Plus d'effectifs et de façon pérenne », en anticipant le recrutement pour assurer la formation spécifique nécessaire : mais la

direction ne fait que redéployer le personnel « libéré » par les chirurgies déprogrammées. Il est difficile d'évaluer les besoins car les HCL refusent de donner les chiffres, il faudrait que les soignantEs fassent

eux-mêmes les comptes service par service.

– « Des moyens de protection, ainsi que le matériel et les outils nécessaires pour exercer en toute sécurité », comme les pousse-seringues (servant à doser les médicaments injectés) qui viennent à manquer dans les services de réanimation. Le ras-le-bol est tel que la grève avait été décidée pour le 19 octobre. L'hôpital de la Croix-Rousse et celui de Lyon sud ont été particulièrement mobilisés, mais il est difficile pour les différents services de se coordonner, de dépasser les divisions corporatistes et de mener la grève quand l'assignation est de rigueur. Le mouvement n'a duré qu'une journée. Aussi parce que la direction s'est engagée sur l'approvisionnement du matériel nécessaire et parce que les soignantEs veulent se concentrer sur les patientEs... mais la mobilisation est prête à rebondir !

Correspondante

RÉPRESSION Cassons la décision de Pénicaud : réintégration de Gaël !

Le 20 mars 2018, Muriel Pénicaud, nouvelle ministre du Travail, autorisait le licenciement de Gaël Quirante, secrétaire départemental du syndicat Sud Poste 92. Depuis 2010, la direction de La Poste cherchait à se débarrasser d'un militant syndical défendant sans compromis les droits des salariéEs.

Après avoir essuyé plusieurs échecs suite au refus de l'inspection du travail et de l'ancien ministre du Travail Xavier Bertrand, la direction de La Poste a réussi à trouver en Muriel Pénicaud l'allié idéale. Cette décision allait entraîner une grève de plus de 15 mois de facteurs et factrices des Hauts-de-Seine contre le licenciement de Gaël Quirante, pour l'arrêt des réorganisations et des suppressions d'emplois. Ce licenciement pour tenter de faire taire la contestation des salariéEs à La Poste est déjà un demi-échec pour la direction puisqu'une décision de justice a été



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

rendue autorisant Gaël Quirante à rester secrétaire départemental du syndicat et à intervenir dans les bureaux de poste.

Discrimination syndicale

Mais le 5 novembre prochain, c'est bien un réel revers que nous pourrions imposer à la direction de La Poste puisque c'est la décision du licenciement qui pourrait être cassée par le tribunal administratif de Cergy. Le rapport de l'inspection du travail, ainsi que celui des services du ministère de Travail dans le cadre de l'enquête préalable à la décision de Pénicaud, concluent à une discrimination syndicale à l'encontre de Gaël. Cette juridiction pourrait donc casser la décision de Pénicaud et Gaël Quirante pourrait alors être réintégré.

Ces dernières années, la répression et les tentatives de licenciements de syndicalistes ou de salariéEs pas assez dociles aux yeux des patrons se sont multipliées à l'image d'Éric Bezou de la SNCF, Alex de la RATP. Face à cette répression, notre seule arme est l'unité de l'ensemble des salariéEs face au camp d'en face. Voilà pourquoi nous serons présents massivement jeudi 5 novembre à partir de 9 heures devant le tribunal administratif de Cergy (RER Cergy-préfecture) pour obtenir la réintégration de Gaël Quirante.

Juliette Stein

AUTOMOBILE Grève chez une entreprise sous-traitante des usines PSA de Mulhouse et Sochaux

La STPI est une société sous-traitante appartenant au groupe Veolia travaillant pour les usines PSA de Mulhouse et de Sochaux. Veolia est ce groupe qui vient de dépenser 3,4 milliards d'euros dans la guerre inter-capitaliste qui l'oppose à Suez, et qui bloque partout la satisfaction des revendications les plus urgentes, en particulier dans les activités de sous-traitance pour Renault ou PSA.

Sur le site de l'usine de Mulhouse puis sur celui de Sochaux, les travailleurEs de STPI se sont mis en grève le mercredi 14 octobre. Les grévistes (26 sur un effectif total de 30) expliquaient dans leur appel soutenu par les syndicats de PSA Mulhouse : « Cela fait des années que nos salaires n'ont pas bougé. Nous n'avons pas d'augmentation, pas de 13^e mois, pas de prime de doublage, pas de prime de participation. Pourtant ça n'empêche pas la direction de nous mettre la pression pour travailler plus, mais sans jamais mettre du monde en plus ». Le succès de la collecte de soutien témoigne de la sympathie des autres salariéEs de ces usines PSA.



DR

« Même quand on n'est pas nombreux, on peut relever la tête et lutter »

La grève s'est arrêtée mardi 20 octobre 2020. Voilà le compte rendu d'un correspondant NPA militant dans l'usine PSA de Mulhouse :

« Après cinq jours de grève nos camarades de STPI ont repris hier après-midi le travail la tête haute. S'ils n'ont pas obtenu tout ce qu'ils revendiquaient, ils se sont renforcés. La grève a démarré d'abord à Mulhouse dans un petit secteur puis ceux de Sochaux les ont rejoints.

C'est la première fois que les ouvriers des deux sites faisaient grève ensemble. Ils ont débattu, décidé ensemble, ils demandaient des comptes tous les jours à leur délégation : ils ont dirigé démocratiquement leur propre grève. Ce ne fut pas facile parce qu'ils ont en face d'eux trois patrons : ceux de STPI, de Veolia et de PSA.

Cela prouve que, même quand on n'est pas nombreux, on peut relever la tête et lutter. Et cela, la direction de PSA le sait, elle a bloqué l'accès du Montage à Sochaux aux salariéEs de STPI qui voulaient y défilier car elle craint le virus de la grève.

Les camarades de STPI ont commencé la grève ensemble, ils l'ont terminée ensemble. Ils ont obtenu 300 euros de prime pour la fin du mois (puis 300 fin 2021 puis 300 courant 2022) ; trois jours de grève payés, le démarrage des négociations salariales en novembre (ce devait être en mars 2021), et du personnel en plus à Sochaux (deux en plus par équipe).

Leur grève est, pour nous touTEs, la démonstration que dans cette période de crise les ouvrierEs peuvent relever la tête. C'est un exemple à suivre ! »

Blog NPA auto-critique

2013, tué par balle quelques jours après une première fusillade.

Les femmes s'organisent

C'est à partir de cette même année que les femmes du quartier commencent à s'organiser collectivement pour réagir face à une situation qui ne fait que s'aggraver : « Huit sont tombés en moins de sept ans et au moins 10 blessés sérieux dont un est toujours en fauteuil roulant » rappelle le journaliste Emmanuel Rondié. Il s'agit pour ces femmes, à travers l'association Izards Attitude, de recréer du lien social, et refaire vivre la vie de quartier. Ces femmes – souvent aussi mères – ont décidé d'intervenir auprès des jeunes du quartier, auprès des enfants qu'ils soient ou non les leurs. Notamment avec leur projet d'aide aux devoirs. Ce projet regroupe parents,

enfants, bénévoles ainsi que les femmes d'Izards Attitude qui animent et créent du lien entre les différentEs acteurEs. Une formation des parents est organisée avec jeux de rôle. Cette implication des mères dans l'aide aux devoirs se traduit par un changement dans les rapports avec l'institution scolaire : lors de convocation des parents par l'enseignantE, les parents, et notamment les mères, peuvent s'appuyer sur leur expérience pour discuter des difficultés de leur enfant dans une relation de médiation, plus équilibrée avec l'institution. L'intervention de l'association ne se limite pas à l'aide aux devoirs. Ses actions touchent près de 80 familles, avec l'appui d'une vingtaine de bénévoles. Cet été, deux séjours dans le Lot et à Saint-Jean-de-Luz ont été organisés, ainsi qu'une « fête du Bac », une fête de quartier, etc.



FB IZARDS ATTITUDE

Une expérience porteuse d'espoir

Pour mener à bien ces projets, Izards Attitude a dû investir en 2014 un local inoccupé. Elle dispose depuis novembre 2018 d'un local, au pied d'une tour, loué pour environ 240 euros par mois. Cela

fusillade, des habitantEs prennent l'initiative d'appeler à un rassemblement au cœur du quartier, non seulement pour protester contre ces violences meurtrières, mais aussi pour affirmer haut et fort que l'espace public leur appartient,

n'a été possible que par l'aide de la Fondation Abbé Pierre, sollicitée par le Tactikollectif. Car les diverses subventions des collectivités locales restent insuffisantes. Et puis, le 18 septembre dernier, trois jours après une nouvelle

à elles, à leurs enfants, à toutes celles et ceux qui souffrent dans ce quartier. La « réponse » sécuritaire du maire Jean-Luc Moudenc, qui demande à l'État des renforts policiers ne règlera strictement rien. Et surtout pas la question centrale du chômage dans une cité où son taux de 27% reste bien plus élevé que celui des autres quartiers populaires de la ville. Ici comme ailleurs, la lutte pour un monde meilleur ne peut passer que par l'auto-organisation des exploitésEs, des couches populaires prenant directement en main leurs affaires. L'expérience des mères des Izards, avec leur association Izards Attitude, est de ce point de vue porteuse d'espoir. Et la meilleure façon de soutenir leur action est de la faire connaître et de se proposer comme bénévole pour l'aide aux devoirs.

CorrespondantEs NPA 31



Souscription du NPA



SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Pour gagner contre la réaction sociale et démocratique, dans la rue, sur les lieux de vie, de travail et d'étude, il faudra à notre camp social de l'unité, de la radicalité, de la démocratie, des masses en mouvement, de l'auto-organisation, un projet et une stratégie, mais aussi des organisations syndicales... et politiques. Et c'est là que le NPA peut jouer son rôle en tant que parti politique, dans la rue mais aussi dans les urnes. Faire de la politique coûte cher et les difficultés financières (déjà chroniques) du NPA se sont sérieusement aggravées en 2020. Vos dons sont donc plus précieux que jamais. Permettez-nous de développer notre activité au service de notre classe et du socialisme!

INFOS PRATIQUES

Deux moyens de paiement : le chèque à l'ordre de « NPA souscription » et la carte bleue en ligne à www.npa2009.org/souscription ♦ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques : avant le 31 décembre 2020 à minuit. ♦ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

MENTIONS LÉGALES Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. ♦ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ♦ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ♦ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7500 euros. ♦ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ♦ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ♦ L'association de financement « NPA souscription » a reçu de la CNCCFP l'agrément N°09932 du 06 avril 2009. ♦ Les dons versés à l'association de financement « NPA souscription » sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ♦ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupements politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. ♦ Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à : **NPA SOUSCRIPTION - 2, RUE RICHARD LENOIR - 93100 MONTREUIL**. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.



SOUSCRIPTION 2020

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

MONTANT €

Chèque à l'ordre de « NPA souscription » à remettre à un militant ou à envoyer à : **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Bordeaux

À propos des « hommages officiels » à Samuel Paty

Un point de vue de Philippe Poutou, porte-parole du NPA et conseiller municipal à Bordeaux.

J'ai été invité en tant qu'élu municipal par le maire Pierre Hurmic, lundi 19 octobre, dans la cour du Palais Rohan, et par le président de la métropole Alain Anziani, mercredi 21 octobre, sur l'esplanade devant Bordeaux-Métropole. Je n'ai pas participé aux deux cérémonies officielles d'hommage au professeur assassiné vendredi dernier.

«Écœuré par la récupération politique»

Ces cérémonies étaient organisées par les instances (région, département, métropole, mairie de Bordeaux) en lien avec tous les hommages de ces derniers jours, dans cette ambiance d'unité nationale toutes couleurs politiques confondues, contre le terrorisme et la liberté d'expression. Comme la plupart des gens, comme mes camarades de Bordeaux en luttes (BEL), je suis évidemment profondément attristé et révolté par le terrible assassinat du professeur d'histoire-géographie d'un collège de Conflans-Sainte-Honorine. Mais je suis aussi écœuré par la récupération politique de ce drame, par les manipulations diverses, par l'hypocrisie du pouvoir politique en général. Et aussi mal à l'aise dans cette ambiance d'union « sacrée » qui est forcément artificielle et manipulatrice, ce moment bizarre où tout le monde politique et médiatique



DR

nous parle de lutte pour la liberté d'expression et nous vante le métier d'enseignantE (il n'y a pas si longtemps, c'était le personnel soignant qui était applaudi par le pouvoir!). Il y a comme une entourloupe et pourtant, il y a bien une situation dramatique, très grave et qui nous concerne toutes et tous.

Le pouvoir sème la confusion

Sans aucun doute pour nous, pour moi, la folie meurtrière du fanatisme religieux est à combattre. La liberté d'expression est à défendre urgemment, tout comme la liberté de critiquer les religions, le pouvoir politique, tout comme la liberté de contester, tout comme les droits d'expression démocratique dans la société toute entière. Mais il ne faut pas confondre l'extrémisme religieux avec le monde musulman. Ainsi, démarquons-nous des « hommages » officiels parce que trop souvent situés dans un climat raciste et islamophobe.

Pour nous, le combat contre le terrorisme ne peut pas se faire avec des amalgames, des raccourcis qui sont inefficaces, contre-productifs et aux conséquences désastreuses. Nous sommes nombreux pour dénoncer à ce titre les menaces de dissolution d'organisations musulmanes qui n'ont rien à voir avec le fanatisme fondamentaliste. Le pouvoir sème une confusion par préjugés et par volonté de diviser. Le problème est archi-complexe et pour cela il mérite d'être discuté sérieusement, de comprendre la situation, de comprendre l'histoire récente.

Qu'un jeune de 18 ans, originaire de Tchétchénie, en vienne à décapiter un professeur qui avait fait un cours sur la liberté d'expression, ça doit faire forcément réfléchir sur la violence de notre société, sur les dégâts et les conséquences des guerres, des misères, des migrations, des drames vécus par des populations entières. Il n'y a pas

qu'un problème de religion, il y a les problèmes graves d'un monde brutal.

« Plus beau métier du monde » ?

Alors oui je prends mes distances avec ces « hommages » officiels, d'autant plus que concernant les questions de liberté d'expression, le pouvoir fait tout l'inverse, en muselant toujours plus le mouvement social (crise sanitaire ou pas), en verbalisant les manifestantEs, en réprimant toutes les formes de contestation.

Et chose incroyable de cynisme, le gouvernement comme beaucoup de responsables politiques hier et aujourd'hui, ont contribué toutes ces dernières années à détruire l'école publique, à enlever les moyens d'éduquer et d'instruire, à dégrader les conditions de travail des enseignantEs ainsi qu'à les mépriser, à ne jamais les soutenir, abandonnant trop souvent les personnels de l'éducation nationale, les élèves et les parents seuls face aux difficultés. Un exemple tout récent de l'hypocrisie ambiante : j'étais à Poitiers, pour un rassemblement de soutien à quatre enseignantEs qui étaient convoqués en conseil de discipline au rectorat pour sanction (risque de révocation) pour avoir fait grève et manifesté contre la réforme du baccalauréat. On n'entendait pas parler dans les médias ou dans la bouche des politiciens ni de liberté d'expression ni de « plus beau métier du monde ».

Derrière l'unité nationale, la pression à l'union sacrée, il y a toujours une volonté de faire taire des points de vue différents, de récupérer un événement. Contre ces moments manipulateurs, on a besoin au contraire de débattre librement, pour mieux comprendre et apporter des réponses. En toute indépendance.

Philippe Poutou

Tribune

Contre tout projet de scission, un congrès démocratique pour relancer le NPA en tant qu'organisation révolutionnaire utile à notre classe

Ils appellent à « se regrouper et à refuser que le NPA ne soit qu'un simple bloc de courants en concurrence les uns avec les autres. » Cela veut dire quoi quand ce sont les camarades de la plus grosse fraction du NPA qui l'écrivent ? Écarter les autres, scissionner ? « La séparation » ainsi que Philippe Poutou, porte-parole du NPA, l'a publiquement déclaré ?

Se renforcer en s'épurant, vous êtes sûrs ?

La grande majorité des camarades sont inquiets devant cette perspective de scission. Et dans quel objectif ? Qui empêche la dite majorité de faire sa politique, de développer l'influence du NPA, alors qu'elle compte dans ses rangs les trois porte-parole du NPA et contrôle les finances et les médias du parti ?

Le NPA a toujours comporté plusieurs tendances en son sein, défendant des orientations différentes et disposant d'un droit d'expérimentation et d'expression publique lorsqu'elles ne sont pas majoritaires. Pourquoi donc ce qui est la réalité du NPA depuis sa fondation justifierait aujourd'hui une scission ?

La politique de la Pfu, la logique d'une majorité minoritaire dès le début

Début octobre, des camarades du NPA publiaient dans *l'Anticapitaliste* un appel « Vite, un nouvel élan pour le NPA ! ». Ce texte, rendant compte des débats d'une réunion de la plateforme U (Pfu) du Congrès de 2018, dresse un scénario catastrophe d'un parti rongé par le « fractionnisme » et les « invectives », et propose de « faire parti » pour « une organisation radicale, anticapitaliste, révolutionnaire, ouverte ».

Les tensions sont, en réalité, la conséquence des choix de la Pfu, qui, ayant recueilli 48% des voix lors du dernier Congrès, a tout fait pour s'imposer comme majorité dite de travail, c'est-à-dire comme centre et axe unique de la direction en refusant d'associer les autres courants. Le bilan est là, la dite majorité a toute raison de penser qu'elle sera encore plus minoritaire au prochain congrès, d'autant plus qu'elle a eu beaucoup de mal à doter le NPA d'une orientation pour la séquence de la lutte de classes marquée par le mouvement des Gilets jaunes et par la bataille des retraites. C'est ce qui explique une fuite en avant où les camarades se laissent la possibilité de se soustraire au congrès.

Relever le défi d'un congrès démocratique

Les signataires de cette tribune souhaitent, par-delà leurs désaccords, contribuer à la tenue d'un congrès démocratique dans les meilleures conditions en rompant avec le

chantage à la scission pour rétablir la confiance politique nécessaire à un fonctionnement démocratique, codifié par nos statuts qui respectent le droit des différents courants et le droit d'expérimentation. C'est aussi comme ça que l'ensemble des militants pourront se faire un point de vue sur les divergences politiques qui nous divisent au regard d'une situation totalement inédite créée par la crise globale du capitalisme. Cette situation, sa gravité, nous imposent un comportement responsable et aussi, et c'est lié, une discussion sur la période et nos tâches.

Pour le rassemblement des révolutionnaires, réaffirmer notre indépendance à l'égard du réformisme

Le seul projet concret auquel les camarades de la Pfu semblent devoir se raccrocher est celui avancé par Philippe Poutou à Bordeaux, à savoir celui d'une alliance électorale durable avec La France insoumise. Et c'est sur cette base qu'à Bordeaux, la U

organise, sans attendre, la scission ! Or, autant il est possible de faire front avec LFI dans le cadre de mobilisations concrètes, autant nous nous devons d'affirmer l'existence d'un courant révolutionnaire y compris lors des élections, en particulier au moment où l'offensive réactionnaire, raciste et xénophobe exige une réponse internationaliste sans faille. Le NPA ne retrouvera un nouvel élan, ne s'affirmera et ne se renforcera en tant que courant révolutionnaire qu'à condition d'intervenir dans la situation, de prendre des initiatives, ainsi que d'affronter les discussions stratégiques qui ont été soigneusement évitées jusqu'ici pour se construire au cœur de la lutte de classes en toute indépendance des partis réformistes. L'ensemble des militantEs du NPA qui se retrouvent dans cette démarche seront conviés à une réunion nationale qui se tiendra courant décembre. **Daniela Cobet, Jean-Philippe Divès, Marie-Hélène Duverger, Yvan Lemaître, Anasse Kazib, Armelle Pertus, Galia Tréperre et Gaël Quirante**

Islam, «islamisme», jihadisme

En finir avec les amalgames

Depuis l'horrible assassinat de Samuel Paty, c'est à un véritable déchaînement islamophobe que l'on assiste, qui se nourrit notamment d'une confusion entre islam, «islamisme» et jihadisme. Une confusion qu'il s'agit de refuser et de démonter, en paroles et en actes.

L'assassinat de Samuel Paty par un jeune Tchétchène radicalisé par les thèses jihadistes est l'expression de la persistance de l'existence, en France, d'individus pouvant «passer à l'acte» dans le cadre d'opérations violentes au nom d'un fondamentalisme islamique de type spécifique, le jihadisme. Si rien ne semble indiquer que ce jeune ait agi sur ordre, cela ne signifie pas pour autant que son geste serait le «coup de folie» d'un «déséquilibré». Comme le montre sa revendication sur Twitter – qu'il avait pré-rédigée avant l'assassinat –, il donne un sens politique à son acte : il s'adresse nommément à Macron, «le dirigeant des infidèles», affirmant qu'il vient de tuer «un de [ses] chiens de l'enfer qui a osé rabaisser Muhammad» et ordonnant au président français de «calme[r] ses semblables avant qu'on ne vous inflige un dur châtement». Le profil de l'assassin confirme qu'il s'agit d'un jeune empreint de l'idéologie jihadiste, avec notamment de multiples tweets sans ambiguïté au cours des derniers mois, dont certains ont été signalés par des internautes à la plateforme Pharos en raison de leur contenu violent, antisémite, menaçant, etc. À noter également une série de tweets consacrés à «la mécréance de l'État saoudien, de ses dirigeants ainsi que de tous ceux qui les soutiennent», peu ambigu quant au positionnement politico-religieux du jeune homme. S'il demeure encore des zones d'ombre sur son parcours et sur les interactions qu'il a pu avoir sur internet dans les jours qui ont précédé l'assassinat de Conflans Sainte-Honorine, nul doute que Samuel Paty est apparu comme une «cible» à un individu qui se posait déjà la question de passer à l'acte.

Sur le jihadisme

Le jihadisme repose sur le principe de l'action violente, individuelle ou collective, contre des objectifs (États, groupes sociaux, individus) considérés comme les ennemis d'une vision ultra-rigoureuse de l'islam, avec en arrière-plan le projet de l'instauration d'une loi islamique stricte sur le territoire le plus étendu possible. Selon les partisans du jihadisme, le jihad peut être défensif (protéger des terres d'islam) ou offensif (s'emparer de nouvelles terres), ce qui explique pourquoi les jihadistes se considèrent partout en guerre, y compris contre d'autres musulmanEs, qu'il s'agisse de groupes ou de pouvoirs étatiques, accusés de trahir l'islam «véritable». Les attentats commis contre des pays occidentaux s'inscrivent dans le même logiciel : cibler ceux qui, par leurs discours et/ou leurs actions, porteraient atteinte à l'intégrité de l'islam et/ou viendraient en appui à



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

des groupes ou pouvoirs étatiques musulmans «traîtres», et défendre, en actes, les «terres d'islam» contre «les Juifs et les Croisés». Le jihadisme repose donc sur un corpus politico-religieux, qui offre une «vision du monde» à ses adeptes mais qui, comme l'a notamment montré le chercheur Olivier Roy, attire aussi en raison des modalités d'action qu'il propose. Contre un Gilles Kepel, autre chercheur, beaucoup plus médiatisé – et nettement réactionnaire –, qui affirme que le jihadisme est le produit d'une «radicalisation de l'islam», Roy explique ainsi que l'on assiste plutôt à une «islamisation de la radicalité». Certains jihadistes seraient ainsi davantage fascinés par les actions violentes que par l'islam rigoriste lui-même, et auraient pu faire d'autres choix s'ils avaient rencontré d'autres idéologies radicales avant de croiser la route du jihadisme. La thèse de Roy n'est évidemment pas auto-suffisante, qui peut conduire à relativiser l'importance du corpus religieux jihadiste, mais elle permet d'éclairer les profils de certains auteurs d'attentats et de mieux comprendre que le jihadisme s'inscrit dans un environnement social et politique «moderne»... et violent.

Vous avez dit «islamisme»?

Le principal danger des thèses de Kepel est qu'il invite à considérer que le développement du jihadisme aurait pour seule explication un processus de radicalisation interne au sein de l'islam, et donc un ensemble de causalités exclusivement religieuses : exit toute causalité politique, sociale, économique... Cette thèse du «tout-religieux» est commode pour ceux qui refusent d'envisager – ou veulent empêcher que l'on envisage – que les politiques extérieures impérialistes des grandes puissances occidentales, ainsi que leurs politiques intérieures racistes, pourraient être considérées comme des

facteurs d'explication du terrorisme jihadiste. La cause du jihadisme serait exclusivement idéologique, et à rechercher dans les évolutions internes d'une nébuleuse, «l'islamisme», au sein de laquelle une «radicalisation», donc, serait à l'œuvre. L'islam est ainsi la seule religion à qui le simple fait d'accoler un «-isme» devient immédiatement synonyme de menace – essayez avec les autres, vous verrez que ça ne fonctionne pas. Une première raison de s'interroger sur la pertinence de l'emploi de ce terme... Mais surtout, la notion d'«islamisme» est problématique dans la mesure où elle postule l'existence d'une mouvance politique dont le programme se réduirait à l'«islam», duquel les jihadistes proposeraient une version «radicale». On préférera donc employer le terme «fondamentalisme islamique»¹, qui permet de ne pas confondre, d'une part, la religion de près de deux milliards de personnes et, d'autre part, des organisations poursuivant un projet politique réactionnaire, et qui impose en outre de ne pas céder à la paresse intellectuelle qui voudrait que les causes du développement de ces organisations se trouvent dans... le Coran. Cette dernière «explication» ne résiste pas, en effet, à un examen de la réalité des organisations politiques et des pouvoirs étatiques se revendiquant de l'islam : de Ennahda en Tunisie, qui s'est normalisée dans les institutions, gouvernant même avec les anciens Benalistes, aux Frères musulmans égyptiens, victimes d'un putsch militaire soutenu par le parti salafiste Al-Nour (et l'Arabie saoudite), en passant par le Hamas palestinien, le régime iranien, le Pakistan, la Turquie d'Erdogan ou le Hezbollah, venu appuyer Assad contre le soulèvement de 2011 au prétexte de la lutte contre les «jihadistes», on se rend bien compte que les réalités sont multiples, voire contradictoires. Et l'on comprend

surtout que ces organisations et régimes ont beau se revendiquer de l'islam et partager un projet réactionnaire, ce n'est pas, en dernière instance, leur interprétation du Coran qui oriente leurs principaux choix, mais les conditions matérielles – nationales, politiques, sociales – dans lesquelles elles évoluent. On peut en outre établir une différence majeure entre ces courants et des groupes fondamentalistes comme Daech ou al-Qaïda : ils ont une conception «gradualiste» de la prise du pouvoir au sein d'institutions rejetées (car non-islamiques) par les jihadistes, qui préconisent pour leur part le seul emploi de la violence².

Confusions et amalgames

Le gloubi-boulga intellectuel ambiant encourage à considérer qu'il existerait un continuum «islamiste» à l'extrémité duquel se trouveraient le jihadisme, autrement dit que tous les groupes se référant à l'islam seraient l'antichambre des mouvements jihadistes, voire qu'ils auraient partie liée avec eux. Et ce raisonnement par capillarité n'est pas limité au champ politique : telle mosquée, telle association, tel individu musulman peut en effet être montré du doigt comme étant «lié à la mouvance jihadiste», et ce sera à l'accusé, désigné comme «islamiste», de prouver son innocence – avec toutes les difficultés que représente la tâche de démontrer la non-appartenance à une mouvance essentiellement organisée dans la clandestinité... Surtout lorsque s'y ajoute l'argument de la «taqiyya» («dissimulation»), pratique d'individus jihadistes ne voulant pas éveiller les soupçons, au nom de laquelle certains s'autorisent à accuser n'importe qui car l'absence de comportements suspects devient... une preuve. Le terme «islamisme» tel qu'il est employé aujourd'hui, ne décrit pas la réalité, mais la confusion générale de laquelle il participe à des conséquences bien réelles :

suspicion généralisée à l'égard des organisations musulmanes et, par extension, des musulmanEs en général – à qui l'on demande systématiquement de se «désolidariser» des attentats, comme s'ils et elles en étaient, par défaut, solidaires ; légitimation de mesures d'exception visant lesdites organisations au nom de la lutte antiterroriste ; paralysie quasi-généralisée de la gauche sociale et politique, qui se défend de toute islamophobie mais qui est beaucoup plus à l'aise pour réagir face à un tag sur le siège du PCF que face à la menace de dissolution d'une organisation antiraciste comme le CCIF, dont jamais personne n'a pourtant pu démontrer qu'elle avait un lien quelconque avec la mouvance jihadiste – et pour cause.

Refuser tout traitement différencié pour les musulmanEs

Est-ce à dire que le jihadisme n'a «rien à voir avec l'islam»? L'expression est parfois employée, y compris par certains courants musulmans qui, et on peut le comprendre, à force d'être amalgamés aux jihadistes, veulent s'en démarquer totalement sans renier leurs propres croyances. Mais la formule, si elle a ses vertus, n'est pas nécessairement opérante dans la mesure où les organisations jihadistes prétendent proposer une certaine lecture de l'islam, et où les revendications des attentats sont presque toujours formulées à grands renforts de termes religieux. Mais rien ne nous empêche de considérer, et de dire, que le jihadisme a autant à voir avec «l'islam» que le Ku Klux Klan ou Anders Breivik ont à voir avec «le christianisme» : on se souviendra ainsi que Breivik s'est revendiqué d'un «christianisme identitaire», affirmant que le pape Benoît XVI avait «abandonné le christianisme et les chrétiens européens, et devrait être considéré comme un pape lâche, incompétent, corrompu et illégitime». Toute ressemblance... La persistance du jihadisme ne nous apprend rien sur l'islam comme religion et/ou sur les musulmanEs en général, pas plus que Breivik et ses semblables ne nous apprennent quoi que ce soit sur le christianisme

et/ou sur les chrétienEs. Dès lors, si la lutte contre le fondamentalisme islamique, qui ne se confond pas avec le jihadisme mais qui n'est pas moins réactionnaire que les autres fondamentalismes religieux et qui peut lui aussi sécréter des individus et groupes violents, est indissociable de nos combats pour l'émancipation, elle nécessite de refuser et de démonter la vulgate islamophobe faite de confusions et d'amalgames. Le mouvement ouvrier a su, par le passé, faire la part des choses entre les organisations se revendiquant du christianisme, et personne aujourd'hui, dans nos rangs, n'oserait établir un continuum entre les résidus du Ku Klux Klan, la Démocratie chrétienne et Emmaüs... Pourquoi les organisations musulmanes devraient-elles être victimes d'un traitement différencié? A fortiori lorsque l'on intervient politiquement dans un pays impérialiste comme la France, où les amalgames racistes sont encouragés, voire produits par l'État, et où toute lutte contre l'islamophobie doit commencer par le soutien aux premierEs concernéEs, les musulmanEs, et par la construction de fronts communs avec des structures qu'ils et elles animent. Une politique nécessaire pour favoriser l'auto-organisation et pour éviter tout substitutisme, et qui est en outre la meilleure des réponses aux fauteurs de haine et aux promoteurs de la guerre civile. À nous de développer, sans opportunisme mais sans préjugés, et sans avoir d'exigences que nous n'aurions pas vis-à-vis d'autres organisations dans la construction d'autres fronts communs.

Julien Salingue

1 – Ou «intégrisme islamique». Lire Gilbert Achcar, «Onze thèses sur la résurgence actuelle de l'intégrisme islamique», en ligne sur <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article3324>.
2 – Sur les conséquences concrètes, pour les militantEs de gauche intervenant dans les pays majoritairement musulmans, de cette dernière distinction, on pourra se référer à Joseph Daher, «Marxisme, processus révolutionnaire et fondamentalisme islamique», en ligne sur <https://www.contretemps.eu/marxisme-revolutionnaire-fondamentalisme-islamique/>



CLINIQUE DU PARC À NANTES « On a inversé le rapport de forces, ils ont intérêt à dialoguer maintenant »

Entretien. Les grévistes de la clinique psychiatrique du Parc, à Nantes, mobilisés depuis le 16 juin, date nationale pour le secteur de la santé, exigeaient des augmentations de salaires. Face au silence et au mépris de la direction du groupe Ramsay – grand groupe incluant plus de 120 cliniques – et après six journées de grève, une trentaine de salariéEs ont débuté une grève reconductible le 17 septembre avec l'appui de patientEs. Elle a duré 35 jours. Ils et elles ont arraché une augmentation de 60 euros pour tout le personnel, soignant ou non, et acquièrent surtout la détermination pour se battre lors de toutes les prochaines occasions. Nous avons interviewé deux des grévistes, **Camille** et **Khadija**, infirmières fières de leur mobilisation, pour revenir sur le déroulement de la mobilisation.

Revenons sur le déroulement de cette grève : comment s'est-elle lancée et dans quel contexte ?

Camille et Khadija : Les 16 et 30 juin, c'était les mardis de la colère, on a suivi la grève nationale, c'était le moment de nous faire entendre. On a connu de petits mouvements à la clinique avant mais ça tenait jamais, ça ne concernait que des individus isolés. Et là, il faut dire qu'on en avait vraiment bavé pendant le confinement à la clinique, c'était épuisant. Au début on travaillait sans masque puis, quinze jours après, un masque par jour, puis la semaine suivante, deux masques par jour. Sans surblouse ! Alors dans ces conditions, avec la peur de travailler et un groupe à 3 milliards de chiffres d'affaires qui se foutait de nous, c'était pas possible de rester les bras croisés. Quand on a vu le mouvement national, on en a parlé entre nous, on s'est dit que c'était maintenant, que c'est pas parce qu'on était en psy que c'était pas difficile à vivre. Avec tous les protocoles Covid, tu multiplies les tâches, tu t'épuises. C'est de là qu'est née cette cohésion entre nous. Et après dans le cortège, on s'est retrouvé ensemble et on était super déterminés ! On se disait à quel point on était mal payés et avec des conditions de travail vraiment horribles.

Quelles étaient les revendications ?

K : Les premiers jours ils ne nous ont même pas demandé pourquoi on faisait grève, on a officialisé les revendications auprès de la direction à partir de juillet : 500 euros brut, une prime de rentrée, une d'assiduité, inclure le temps d'habillage et de déshabillage, parce que la convention n'est même pas appliquée sur notre établissement. Puis on demandait le remplacement des collègues en arrêt maladie. Jusqu'à présent, ça arrangeait bien la direction quand l'un d'entre nous se mettait en arrêt, l'autre faisait juste deux fois plus de boulot et l'arrêt était payé par la Sécu. Puis revalorisation du dimanche : aujourd'hui, la prime n'est qu'à 38 euros net alors qu'en EPHAD le dimanche, elle est à 70. Donc on a demandé la même chose.

Entre juin et la grève reconductible de septembre, vous regardiez du côté des mobilisations des hôpitaux ?

K : Ah ben oui ! C'est aussi pour ça qu'on a fait grève, on voulait être sûrs de l'avoir le Ségur. Chaque structure a dû négocier pour le toucher. On vient d'apprendre qu'on touchera 160 euros d'augmentation de salaire, en sachant que dans le public c'est 183 euros. Mais nous on a aussi obtenu par la grève les 60 euros donc ça fait quand même une augmentation significative.

C : En fait on était très très en colère : après six journées de grève, toujours aucune considération. En voyant cette date nationale Gilets jaunes du 19 septembre qui suit la date du



jeudi 17, on se dit qu'il faut maintenant y aller à fond, prendre la direction à l'improviste et continuer chaque jour.

Comment en venez-vous à vous mettre en grève reconductible, avec des patients qui ont besoin de soins ?

K : Justement, la direction arrivait à garder la clinique ouverte malgré toutes nos journées de grève en nous réquisitionnant. On ne savait pas que c'était illégal, qu'ils n'avaient pas le droit de faire ça dans le privé. Et nous a fallu une semaine de grève illimitée et de rencontres avec des syndiqués pour l'apprendre. Et en 48h, après qu'on a refusé leur énième réquisition, la clinique était fermée.

C : Maintenant on sait que si on refait grève, on sera blindé. On sait comment faire et surtout ce qu'ils ne peuvent pas faire ! Maintenant ils peuvent vite se retrouver en très mauvaise posture : si on fait grève demain, la clinique ferme demain. C'est pour ça qu'on répète que ce n'est que le début. On a inversé le rapport de forces, ils ont intérêt à dialoguer maintenant. Si on fait grève, ils sont très mal.

Et comment vous êtes-vous organisés pour mettre en place cette reconductible ?

C : On organisait des mini-AG dehors où on votait à main levée qui faisait grève le lendemain. C'était un peu folklo. On était 35 grévistes, dont 27 à 30 chaque jour à plein temps. Et puis il y avait tellement de travailleurs en arrêt maladie, la clinique était paralysée. Chaque jour on prolongeait d'un jour avec l'idée que fermer une semaine, ça aurait forcément de l'effet... Et ça n'a pas loupé : au bout d'une semaine, la direction a enclenché les négociations auxquelles nos élus d'AG ont réussi à s'infiltrer. Ils nous ont proposé 40 euros brut, ils se foutaient de nous ! Ou bien une plus grosse augmentation de salaire mais pas pour tous. On a refusé et on leur a dit : maintenant, c'est 100 euros net pour tous, sinon on continue. Donc on a tenu et ils ont dû fermer.

Concrètement comment faire autant de bruit sur Nantes les jours de grève ?

C : On n'arrêta pas ! On faisait passer une cagnotte dans les marchés pour récupérer des sous, on a fait des photos allongées par terre pour médiatiser. On est allé à l'ARS, on a sollicité l'inspection du travail, envoyé des mails aux élus, on a interpellé Johanna Rolland [maire de Nantes]. On a aussi rencontré des syndicalistes CGT et trouvé notamment une infirmière qui avait fait 30 jours de grève consécutifs à la clinique Océane au Havre, à partir du 16 juin. C'est aussi là qu'on a rencontré un ambulancier d'une clinique Ramsay à Marseille, qui nous a dit qu'il allait faire grève avec une équipe. Ça a permis de discuter puis surtout, c'est là qu'on a récolté des dons, près de 1000 euros en une journée ! C'est fou le soutien qu'on a pu recevoir de partout.

Et alors comment s'est terminée cette grève finalement ?

L'image de la semaine



K : Après plus d'un mois de grève, la direction a engagé une médiation pour négocier les salaires. On a élu deux grévistes, dont Camille, pour négocier à Paris, accompagnés par une déléguée du personnel CGT.

C : Jusqu'au dernier moment à Paris, ils ne voulaient rien lâcher sur les salaires, estimaient que c'était impossible ! C'est juste avant de partir, une demi-heure avant notre train, que soudain, ils nous ont proposé 60 euros net d'augmentation pour tous. C'était clair que c'était en deçà de ce qu'on demandait mais en même temps, juste obtenir quelque chose de grands groupes, c'est déjà une victoire. C'est la première fois que le groupe lâche une vraie augmentation de salaire, et non pas les primes ou tickets restos habituels.

Comment ont réagi les grévistes face à cette proposition ?

C : Mitigés, c'était une victoire en demi-teinte. Au départ, on voulait 500 euros d'augmentation de salaire, puis 100, puis finalement on obtient 60, donc pas grand-chose... On n'a pas explosé de joie, c'est sûr. Mais avec le recul, on sait que c'est pas fini, qu'il faudra continuer, qu'un collectif est né et qu'on a quand même fait reculer la direction pour la première fois. Maintenant on va aller arracher quelque chose à chaque occasion, on est bien plus armés pour se battre ! Et puis clairement, on était trop fatigués, ça devenait trop dur. Entre la fatigue et le coût financier, pas sûr qu'on aurait été très nombreux à poursuivre. Et puis, on avait vraiment tous besoin de retrouver nos patients, on est passionné et on s'inquiétait aussi de l'absence de soins pour certains pendant un mois.

K : Après ça s'est tellement bien terminé, c'était inespéré ! Fallait voir cette manif des hôpitaux jeudi 15 [octobre], qui vient jusqu'à la clinique exprimer leur soutien, c'était énorme ! Ça concluait la période aussi : on a eu tellement de soutiens tout du long, dans les cagnottes de grève, dans la rue... Tout le monde nous a vu comme des acharnés, on a été hyper soutenus.

Et comptez-vous revenir lors des prochaines mobilisations ?

K : Ah ben on sera solidaires c'est sûr, on sera gréviste le 5 novembre ! On fera en sorte d'être un maximum, quitte à tourner entre nous pour participer à toutes les dates. Il y aura toujours au moins un petit peloton mobilisé, on verra mais on fera un truc !

Vu ailleurs

VALLS, COMPLICE COMMERCIAL DE L'INTÉGRISME WAHHABITE.

Lorsqu'il était Premier ministre, Manuel Valls s'est rendu, au mois d'octobre 2015, à Riyad, capitale de l'Arabie saoudite – où il a notamment « ouvert », comme l'a ensuite rapporté le journal le Monde, « le dîner de gala du Forum franco-saoudien qui réunit les plus grands groupes hexagonaux ainsi que plusieurs PME, venus faire des affaires avec le très riche régime wahhabite ». Dans ce discours d'ouverture, le premier ministre socialiste a, toujours selon le Monde, « vanté le "partenariat exceptionnel et privilégié" entre la France et l'Arabie saoudite, et souhaité qu'il soit « encore amplifié ». [...] Mais « en revanche », et comme l'a également rapporté le Monde au lendemain de ces agapes : « À la tribune du forum, coorganisé par Business France et la branche internationale du Medef, le chef du gouvernement n'a pas eu un mot concernant les droits de l'homme dans le "nouveau monde" saoudien. »

Il y avait pourtant là une occasion presque parfaite, pour ce personnage qui s'érige si volontiers en sauveur de la démocratie, de donner la pleine mesure de ses engagements. Car l'Arabie saoudite, où le wahhabisme est religion d'État (et où plus de cent personnes avaient déjà été mises à mort depuis le début de l'année lorsque Manuel Valls est allé vendre à Riyad, en octobre 2015, l'excellence du patronat français) est très précisément l'un des endroits du monde où l'islamisme est le plus radical. Mais plutôt que d'importuner ses hôtes avec de telles vétilles : Manuel Valls, en 2015, a préféré « ne pas froisser le régime » saoudien.

Et cette complaisance s'est révélée payante, puisqu'il s'est ensuite fait une gloire, à son retour de Riyad, d'annoncer la signature de contrats pour un montant total de 10 milliards d'euros avec l'Arabie saoudite – portant notamment, et au grand dam des observateurs des horreurs de la guerre du Yémen, sur la livraison d'armes. [...]

Il faut y insister : dans le court moment où il a dirigé un gouvernement, Manuel Valls, entre deux méchancetés sur ce qu'il appelait (dans un entretien accordé en 2017 à un quotidien espagnol) « le problème des musulmans » ou sur les Roms, s'est employé, lesté du poids que lui conférerait sa fonction, à courtiser, en VRP, une clientèle assurément très radicale.

Après quoi il s'en est retourné à l'atelier où il façonne ses anathèmes calomnieux contre les « complices de l'islamisme ».

Sébastien Fontenelle, « Manuel Valls, en toute "complaisance" », Les Jours heureux (<http://les-jours-heureux.nursit.com/>), 21 octobre 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org